



Régine Perron

Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental
dans la compétition économique (1958-1963)

CRMHM1 · I Chapitre 2

Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité du précédent, intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, et retrace les décisions prises par les présidences Eisenhower et Kennedy, comme leurs conséquences sur le système multilatéral. Pour la première fois, des gouvernements américains communiquent ouvertement le déficit de leur balance des paiements – évalué à 4 milliards de dollars par Eisenhower. Dans le cadre de la compétition lancée par Khrouchtchev, un tel déficit extérieur ne représentait-il pourtant pas une menace pour la puissance américaine et l'avenir du « monde libre » ? La balance des paiements concentre en effet tous les critères de la puissance devenus classiques en histoire des relations internationales : les éléments économiques, financiers, militaires et politiques.

En réalité, le « monde libre » ne s'est pas écroulé sous le poids de la dette, ni même désorganisé après 1989. Au contraire, la chute du monde soviétique a été considérée comme la victoire du système multilatéral, libéral et capitaliste face au modèle communiste. Il faut donc croire que l'annonce de ce déficit, en 1960, associée à la mise en place d'une politique néo-libérale dans le cadre multilatéral, inaugurerait en fait une nouvelle diplomatie économique, qui dure encore : le déficit extérieur américain atteint aujourd'hui 16 000 milliards de dollars et fait partie du quotidien.

Régine Perron, maître de conférences, est habilitée à diriger des recherches en histoire des relations internationales à l'université de Cergy-Pontoise. Membre du laboratoire de recherches AGORA (ex-CICC), elle est membre associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) de Sorbonne Université.



ISBN :
979-10-231-3324-0

Crédit photo : Rencontre du président John F. Kennedy et de l'ancien président général Dwight D. Eisenhower à Camp David, 22 avril 1961. © Robert Knudsen (White House Photograph) / John F. Kennedy Presidential Library and Museum (Boston).

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

HISTOIRE DU MULTILATÉRALISME II

Dernières parutions

- La vierge et le Roi*
Damien Tricoïve
- Devenir japonais. La mission jésuite au Japon (1549-1614)*
Hélène Vu Thanh
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-britanniques (1748-1756)*
François Ternat
- France-Japon, regards croisés. Mélanges en mémoire de Terushi Hara*
Dominique Barjot & Patrick Fridenson (dir.)
- De part et d'autre du Danube : l'Allemagne, l'Autriche et les Balkans de 1815 à nos jours. Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled*
Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)
- Les stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX^e-XX^e siècle)*
Dominique Barjot & Marco Bertilorenzi
- Histoire du multiculturalisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*
Régine Perron
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent*
Jean Bérenger
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (XIV^e-XVII^e siècle)*
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Frontières religieuses dans le monde moderne*
Francisco Bethencourt & Denis Crouzet (dir.)
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père et fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*
Jean-François Klein
- Le corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une reconquête*
Prosper Eve
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*
Alain Blondy
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*
Matthieu Lemoine (dir.)
- L'entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*
Didier Bondue (dir.)
- Les frères d'Eichtal*
Hervé Le Bret
- Pierre Chaunu historien*
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet & Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- L'union du Trône et de l'autel ? Politique et religion sous la Restauration*
Matthieu Brejon de Lavergnée & Olivier Tort (dir.)

Régine Perron

Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental dans
la compétition économique (1958-1963)



Ouvrage publié avec le soutien du laboratoire de recherche AGORA
de l'Université de Cergy-Pontoise et du Centre Roland Mousnier
de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

ISBN de l'édition papier : 979-10231-0589-6
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2018

© Sorbonne Université Presses, 2023

Maquette et réalisation : Gaëlle Bachy
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

Tél. (33) 01 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<http://sup.sorbonne-universite.fr>

À Robert et Henriette Perron

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AELE :	Association européenne de libre-échange
AID :	Agence internationale de développement
AIIB :	Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures
BIRD :	Banque internationale de reconstruction et de développement
BIS :	Banque des règlements internationaux
CEA :	Council of Economic Advisers
CECA :	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CEE :	Communauté économique européenne
CEPAL :	Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU
CNUCED :	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement
DAG :	Development Assistance Group
DLF :	Development Loan Fund
EAMA :	États africains et malgache associés
ECA :	European Cooperation Administration
FAO :	Food and Agriculture Organization
FED :	Fonds européen de développement
FMI :	Fonds monétaire international
GATT :	General Agreement on Tariffs and Trade
ICA :	International Cooperation Administration
IDA :	International Development Association
OCDE :	Organisation de coopération et de développement économique
OECE :	Organisation européenne de coopération économique
OIC :	Organisation internationale du commerce
OMC :	Organisation mondiale du commerce
ONU :	Organisation des Nations unies
OTAN :	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PAC :	Politique agricole commune
PAM :	Programme alimentaire mondial
PTOM :	Pays et territoires d'outre-mer
TEC :	Tarif extérieur commun
UE :	Union européenne
UEO :	Union de l'Europe occidentale
UEP :	Union européenne des paiements
UER :	Union européenne de réserve

PREMIÈRE PARTIE

**Les États-Unis et le déficit de leur
balance des paiements : un danger ?
(1958-1961)**

L'enjeu pour les États-Unis est de maintenir la valeur du dollar, afin d'assurer la stabilité du commerce et du système monétaire au niveau international. Pour cela, les États-Unis font face à un dilemme : assurer le leadership en s'affranchissant de l'équilibre monétaire international établi par les accords de Bretton Woods et surveillé par le FMI ? Ou assurer en priorité le dynamisme de leur économie nationale en surveillant le niveau d'inflation ? Mais ce dilemme existe-t-il réellement ?

Cette première partie se concentre sur l'acteur principal qu'est le gouvernement américain, dans la mesure où il est l'élément essentiel au niveau de la prise de décision dans le système multilatéral. La tâche du gouvernement est alors de savoir si ce déficit de la balance des paiements est temporaire ou permanent, pour fixer éventuellement un niveau supportable. Elle est particulièrement importante pour les pays partenaires. À partir de là, le gouvernement changera-t-il ses relations avec les pays industrialisés et excédentaires ? En ce début de la décennie 1960, il s'agit dès lors de dramatiser le déficit américain et de redéfinir la politique économique extérieure des États-Unis.

L'étude de cette période, de 1958 à 1961, s'appuie sur les débats qui ont lieu au sein des deux gouvernements d'Eisenhower et de Kennedy. Force est de constater une véritable continuité dans les prises de décision et les orientations majeures en politique économique. Quels seront les choix, et surtout quelles en seront les conséquences pour l'avenir du « monde libre » face au monde soviétique ?

DE L'OR ET DES DOLLARS

L'année 1958 marque un tournant, car les sorties d'or atteignent 2 milliards de dollars. D'après Burton I. Kaufman : « la chute abrupte de 2 milliards de dollars dans les avoirs en or de la nation en 1958 a produit une très grande inquiétude dans les cercles financiers et a largement diffusé des prévisions de troubles à venir, mais elle a remarquablement causé peu de souci au sein du gouvernement¹ ».

Le gouvernement d'Eisenhower considère cette sortie excessive d'or, comme étant la conséquence de la nouvelle convertibilité, devenue effective, des monnaies européennes. À ses yeux, cette manifestation serait rectifiée les années suivantes. « Du point de vue de la Maison-Blanche, la convertibilité européenne était une bonne nouvelle, qui était même plus importante que le problème de la balance des paiements, l'impact mondial réel de cet événement restait indéterminé² ». Pourtant, la réflexion précédente de l'ancien collaborateur du département du Trésor, Robert B. Anderson, a révélé que celui-ci s'en était préoccupé dès 1958. Ces sorties d'or ne finiront par inquiéter Eisenhower qu'en 1960.

LE DOLLAR EN DANGER

Malgré les mises en garde du secrétaire du Trésor dès 1958, Eisenhower annonce les mesures adéquates deux ans plus tard, exactement en novembre 1960. D'après le **tableau 5**, les sorties d'or diminuent pourtant presque de moitié en 1959 par rapport à l'année précédente, qui avait enregistré le niveau record d'un peu plus de 2 milliards (exactement 2,247 milliards de dollars). Quelle est la véritable raison de cette inquiétude ?

L'équilibre entre les réserves d'or et le solde commercial

Le Congrès a fixé en 1945 le montant des réserves d'or américaines à 25 % de la masse monétaire en circulation, alors qu'il était auparavant de 40 %³. Si l'on considère qu'en décembre 1958, le montant des réserves d'or américaines

1 Burton I. Kaufman, *Trade and Aid, Eisenhower's Foreign Economic Policy, 1953-1961*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1982, p. 178.

2 *Ibid.*, p. 179.

3 NA, RG 56, GHW : *Domestic Gold Reserve Requirements*, 14 janvier 1960.

s'élève à 20,534 millions de dollars, le total de la masse monétaire en circulation est alors évalué à 91,124 millions de dollars. Le résultat est que ces réserves d'or atteignent 22,5 %.

D'après le **graphique 3**, c'est en effet à partir de 1958, que ce niveau baisse d'une manière abrupte pour ne s'interrompre qu'après 1971, lorsque Richard Nixon décide de l'inconvertibilité du dollar en or.

Tableau 5. Le déficit de la balance des paiements des États-Unis et les réserves d'or (en millions de dollars)

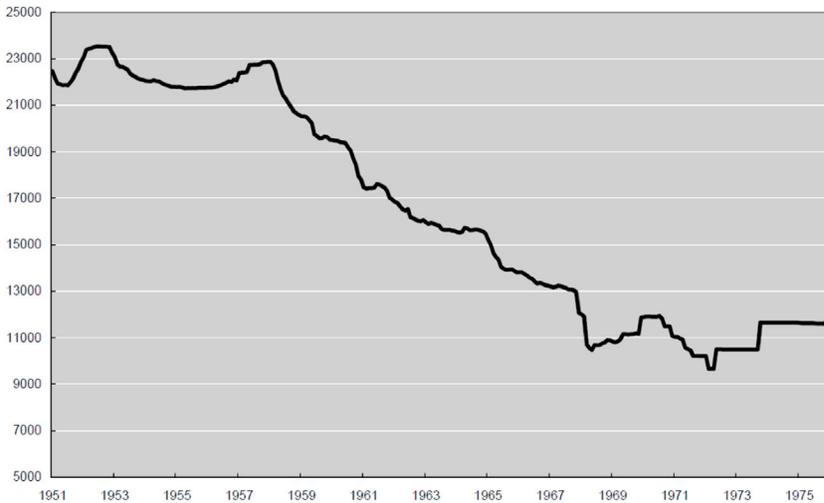
	Années			
	1957	1958	1959	1960
Balance des paiements	-520	3,528	3,743	3,929 (ou -3,8)
Réserves d'or	22,781 (décembre)	20,534 (décembre)	19,456 (décembre)	18,685 (septembre)
Ventes (-) et achats d'or (+)	nd	-2,247	-1,078	-771 (pour 3 trimestres)

Note : la mention « nd » indique que les données ne sont pas disponibles.

Source : NA, RG 56, Roosa : *Quarterly Changes in the US Treasury Gold Stock 1958-1960 (in millions of dollars)*, 30 septembre 1960.

60

Graphique 3. Les réserves d'or américaines de 1951 à 1976 (en millions de dollars)



Note : cf. Michael Bordo, Owen F. Humpage et Anna J. Schwartz, *Bretton Woods and the Decision to Intervene in the Foreign-Exchange Market, 1957-1962*, Cleveland, Federal Reserve Bank, « Working Paper n°06/09 », août 2006, p. 52.

Sources : *Federal Reserve Bulletin*.

Ce graphique révèle clairement la baisse régulière des réserves d'or. Par ailleurs, les États-Unis ont-ils l'obligation de respecter ce pourcentage de réserves d'or ?

Au sein du gouvernement d'Eisenhower, on s'interroge. Devrait-on supprimer ce pourcentage, le réduire, ou même le rendre plus flexible ?

Il y a eu des suggestions de la part de citoyens privés pour que ce taux de réserve fixé par la loi soit éliminé ou réduit. [...] On dit aussi que ce niveau de réserve de ce type n'est en général pas appliqué par les pays européens à l'exception de la Belgique et de la Suisse. Dans beaucoup de cas, on a éliminé ces niveaux de réserve pendant la guerre, quand les pays concernés devaient payer les dépenses militaires et les dépenses essentielles pour les civils aux pays étrangers, et on ne les a pas restaurés au cours de la reconstruction rapide dans les pays européens. De l'autre côté, on avance que les États-Unis font régulièrement face à une compétition croissante de la part des autres pays industrialisés et qu'ils ont besoin de reconnaître l'impact de cette politique sur leur position compétitive au niveau international et sur la balance des paiements⁴.

Le département du Trésor préfère garder, au niveau juridique, ce niveau de 25 % de réserves d'or dans ses caisses, car cela permet de garantir la valeur de la monnaie. Changer ce pourcentage ou le supprimer risque aussi de provoquer des effets psychologiques négatifs, comme le suggère très fortement George H. Willis, sous-secrétaire du Trésor d'Eisenhower : « parmi ces questions, figurent l'importance de ce niveau comme discipline financière et son effet psychologique en termes de changement. Il y aurait certains avantages en termes de flexibilité et il y aurait des inconvénients à supprimer un élément traditionnel dans notre système monétaire national et international⁵ ».

Les marchés financiers pourraient penser que les États-Unis n'ont plus assez d'or pour assurer la convertibilité du dollar, quand les Banques centrales étrangères le leur demanderaient. Ou encore : « nous ne pensons pas qu'il y ait un niveau particulier des avoirs en dollars par rapport à nos réserves d'or, qui devient lui-même un facteur critique dans le maintien de la confiance dans le dollar ». Mais, pour le secrétaire du Trésor, Robert Anderson, ce n'est pas le bon moment pour en discuter. Ce pourcentage sera finalement supprimé en 1968.

Une autre analyse du département du Trésor apporte un éclairage fort intéressant sur l'année 1959 :

Avant 1958, la taille des surplus d'exportations en biens et services permettait généralement de supporter des sorties très substantielles de capitaux américains

4 *Ibid.*

5 NA, RG 56, GHW : *Domestic Gold...*, 14 janvier 1960, *op. cit.* Les citations suivantes sont extraites du même document.

privés et publics, avec des pertes limitées d'or et de dollars vers l'étranger. En 1959, le surplus en biens et services a largement disparu parce que les importations ont atteint un niveau record. Le résultat est que la sortie des capitaux américains en 1959 a été suivie par des pertes approximativement égales d'or et de dollars vers l'étranger⁶.

Tableau 6. Solde commercial (Exportations en biens et services - Importations en biens et services), Sorties de capitaux privés et publics et Sorties d'or des États-Unis (en milliards de dollars)

	Années				
	1955	1956	1957	1958	1959
Solde (export - import)	4,391	6,455	8,245	4,553	2,146
Sortie de capitaux	-1,521	-3,619	-4,133	-3,815	-2,728
Sortie d'or (- : achats; + : ventes)	0,41	-0,306	-0,798	2,275	0,731

Source : *Statistical Abstract of the United States, 1964*, US Department of Commerce, NA, RG 40, *op.cit.*

D'après ce **tableau 6**, le solde commercial a considérablement diminué en 1959 (2,146 milliards de dollars) et ne permet plus de compenser les sorties de dollars et d'or (3,459 milliards de dollars). C'est cet équilibre financier qui a été rompu en 1959 à cause de l'augmentation des importations. Le baromètre de santé de l'économie américaine se situe en effet entre le solde disponible tiré de la balance commerciale et le volume des sorties des capitaux américains. Il n'est par conséquent pas exclusivement fondé sur les sorties d'or. Comme les chiffres définitifs de l'année 1959 sont donnés en décembre, l'inquiétude s'est manifestée l'année suivante. On peut alors comprendre pourquoi Eisenhower en a pris réellement conscience en 1960 et non plus tôt.

Le dynamisme de l'économie américaine est indispensable pour supporter à la fois les sorties d'or et de capitaux, car ces deux catégories de la balance des paiements symbolisent la puissance américaine. Les sorties d'or s'expliquent en grande partie par la convertibilité des dollars en or, garantie par les accords de Bretton Woods et respectée par les États-Unis, parce que le dollar est la monnaie internationale. Il est alors délicat de les limiter sans voir plonger la valeur de cette monnaie elle-même. Ainsi, reconnaît-on au Trésor :

Le vrai danger est que nous ne gagnons pas assez pour couvrir nos dépenses à l'extérieur. En résumé, le dollar faiblit continuellement comme nous continuons

6 NA, RG 56, GHW : Mémoire pour le secrétaire Dillon, *Gold and Exchange Market Developments*, de George H. Willis, 23 janvier 1961.

à avoir des déficits de balance des paiements, même si ce processus de faiblesse est caché pour un temps par notre disponibilité à convertir officiellement les avoirs en dollars de l'étranger en or à un prix fixé⁷.

Serait-ce une allusion à un éventuel changement de taux de change du dollar, ou encore à la suspension de cette convertibilité du dollar en or? La question sera résolue par Nixon en août 1971, qui déclarera la suspension de la convertibilité du dollar. Par la suite, les accords de la Jamaïque en 1976 supprimeront le taux de change fixe de l'or, pour instaurer les taux de change flexibles entre les monnaies. La situation pressentie en 1960 ne sera alors que différée. Pourrions-nous l'interpréter comme un gain ou une perte de temps pour le dollar et l'économie du monde?

Dévaluer ou non le dollar?

Le taux de change du dollar est, depuis 1934, à 35 dollars l'once d'or. Ce taux est autorisé à évoluer dans une fourchette de 1 %, ce qui fait que le prix de l'or peut monter jusqu'à 35,35 dollars l'once. À cause du déficit de la balance des paiements américaine, le dollar connaît depuis 1960 une très vive attaque spéculative, pour forcer le gouvernement à le dévaluer. « Le 20 octobre de cette année-là, le prix de l'or sur le marché libre de Londres a atteint le niveau sans précédent de 40 dollars l'once⁸ ». Pourtant, à la réunion des gouverneurs des Banques centrales européennes à Bâle qui s'est tenue le 1^{er} octobre, la réflexion du directeur de la Banque des règlements internationaux (BIS), Guillaume Guindey, semble prémonitoire : « il recommande vivement qu'un prix premium ne soit pas autorisé à se développer sur le marché de l'or à Londres, parce qu'il craignait que, si cela arrivait, ça stimule la spéculation sur l'or par des citoyens privés⁹ ». Existerait-il un lien entre ce prix premium et la hausse vertigineuse du prix de l'or le 20 octobre suivant?

Ni Eisenhower ni Kennedy n'ont voulu dévaluer le dollar à cause du contexte international. Le dollar aurait-il regagné la confiance après un changement de taux de change, fixé par les accords de Bretton Woods et garanti par le FMI? C'est un risque réel. L'instabilité du système monétaire international, après la Première Guerre mondiale, a eu pour conséquence de déboucher sur la seconde.

7 NA, RG 56, GHW : *Comments for Mr. Baird on Balance of Payments, CFEP Meeting*, 10 août 1960. Les phrases sont soulignées par l'auteur du document.

8 Herman Van Der Wee, *Histoire économique mondiale, 1945-1990*, Louvain-la-Neuve, Academia/Duculot, 1990, p. 405.

9 NA, RG 56, GHW : *Mémoire, Highlights of Conversations during the Bank and Fund Meetings*, de George H. Willis, 3 octobre 1960. Un prix premium contient un supplément de prix pour fournir un avantage commercial, comme l'innovation, la qualité, l'image de la marque. Le but est de rendre le produit attractif plutôt que d'offrir des prix bas.

Ce souvenir est aussi vif que la crise de 1929 et la Grande dépression, au sein du gouvernement d'Eisenhower comme celui de Kennedy. Il est important d'insister sur le poids de ce souvenir qui gouverne l'économie américaine dans les années 1960, même si celles-ci coïncident pourtant avec la période des Trente Glorieuses. Cela d'autant plus que ce sont les États-Unis, qui ont créé le FMI dont la fonction principale est d'assurer la stabilité financière de l'ensemble du « monde libre ». Ainsi :

Le secrétaire [du Trésor] a résumé en disant que nous faisons face à deux problèmes de base. Le premier est le besoin de maintenir une sécurité collective dans le domaine politique et militaire. Le second était de maintenir une position économique forte et d'éviter une faiblesse financière dans le sens international. Le second problème avait une forte signification politique aussi bien qu'une importance économique. Il a pensé que le second problème était en quelque sorte le plus pressant en ce moment¹⁰.

64

Pourtant, dévaluer le dollar aurait pu être profitable aux États-Unis : cela aurait permis de relancer les exportations de leurs produits, alors moins chers, et de combler leur déficit. Mais cette mesure est valable sur un temps court et le revers de la médaille aurait été la relance de l'inflation. La véritable raison est que la dévaluation du dollar aurait conduit à la dépréciation des stocks de dollars, contenus dans les caisses des Banques centrales européennes. La réaction des gouverneurs de ces banques aurait été immédiate, en demandant aux États-Unis la conversion de leurs dollars en or. Et les réserves d'or américaines auraient été encore réduites. En fin de compte, les pays européens auraient-ils poussé les États-Unis à ne pas dévaluer leur dollar, afin de préserver leurs propres stocks ? Et, en échange, auraient-ils promis de soutenir le cours du dollar ? De même, dévaluer le dollar n'était pas profitable aux multinationales installées à l'extérieur, car leurs capitaux seraient devenus moins attractifs à cause du renchérissement du coût d'une politique fiscale en faveur de leur installation. Or soutenir une monnaie qui fait l'objet d'une attaque spéculative amène aussi à utiliser les stocks d'or pour maintenir sa valeur. Les États-Unis ont finalement opté pour cette solution ponctuelle : ne pas dévaluer le dollar. D'où les sorties importantes d'or à ce moment-là.

En octobre 1960, la spéculation du dollar se joue, comme le Trésor le signale, principalement sur le marché de l'or de Londres. Elle provoque une augmentation de son taux de change à 35,2270 dollars l'once d'or – alors que le

¹⁰ NA, RG 56, GHW : *Conversation with Mr. Hayes and Mr. Coombs of the New York Federal Reserve Bank (and with Secretary Anderson, Mr. Walker, Mr. Lennartson and Mr. Willis of the Treasury Department)*, 14 octobre 1960.

dollar est fixé à 35 dollars l'once d'or. Certes, cette spéculation paraît faible, car le dollar se situe encore dans la fourchette autorisée par le FMI (35,35 dollars l'once). Peut-être pressent-on qu'elle va aller au-delà ?

D'après le **tableau 7**, ce sont la Grande-Bretagne et la Suisse qui achètent le plus d'or aux États-Unis, en échange de leurs avoirs en dollars, ainsi que les Pays-Bas dans une moindre proportion. Toutefois, le département du Trésor distingue les raisons de cette spéculation :

Les forces qui soutiennent le taux du sterling plus avant peuvent avoir une raison commerciale, mais elles sont probablement et largement spéculatives dans la mesure où les gens sont, soit conscients d'anticiper une dévaluation du dollar, soit ils mettent leur argent à l'étranger pour des investissements, ou encore pour autre chose. Mais ils sont prêts à courir le risque que, s'il y a un changement du taux de change, ce sera mieux d'avoir des sterling plutôt que des dollars¹¹.

La spéculation sur le dollar s'est alors faite au bénéfice de la livre sterling, comme si celle-ci pouvait retrouver le statut de monnaie internationale d'avant-guerre. La livre sterling inspirerait-elle aux marchés financiers plus de confiance que le dollar ?

Tableau 7. Ventes d'or des États-Unis aux pays européens, en 1960 (en millions de dollars)

	1 ^{er} trimestre 1960	2 ^e trimestre 1960	3 ^e trimestre 1960
Belgique	-26,3	-24,5	-7,0
France	<i>nd</i>	<i>nd</i>	-56,0
Pays-Bas	-10,0	-24,9	-110,0
Suisse	<i>nd</i>	<i>nd</i>	-159,7
Grande-Bretagne	<i>nd</i>	<i>nd</i>	-200,0
Total	-36,3	-49,4	-532,7

Note : la mention « *nd* » indique que les données n'ont pas été trouvées par le département du Trésor.
Source : NA, RG 56, Roosa : *Transactions with countries (and International Institutions), January 1, 1960 – September 30, 1960 (in millions of dollars at \$35 per fine troy ounce)*, de D. Steinberg, 29 octobre 1960.

Pour répondre aux hypothèses posées auparavant, les États-Unis ont bien fait pression sur les Banques centrales européennes en octobre 1960, pour qu'elles soutiennent le dollar.

¹¹ NA, RG 56, GHW : Notes, *Recent US Balance of payments for Wednesday Meeting at the White House*, de P. P. Schaffner, 4 janvier 1961.

Avec la pléthore de dollars jetés sur les marchés de change étrangers, on a demandé aux Banques centrales étrangères, principalement en Europe, de “supporter” le dollar, ce qui dans beaucoup de centres a été pour quelque temps l’obligation des Banques centrales d’acheter des dollars. Le changement de mains de dollars des banques privées aux Banques centrales étrangères engendre une croissance presque automatique de sorties d’or, depuis que les Banques centrales, du point de vue de leur politique, maintiennent une certaine proportion de leurs réserves internationales de cette manière¹².

Mais cela n’a pas empêché que, le 20 octobre 1960, le dollar atteigne le niveau record de 40 dollars l’once.

Le combat contre le marché de l’or à Londres

66 Ces Banques centrales européennes sont alors poussées par les États-Unis à ne pas acheter l’or à un prix plus élevé sur le marché de Londres, mais à un prix normal chez eux¹³. Contrairement à ce qui est écrit dans la bibliographie sur ce point – « pour éviter de nouvelles vagues de spéculation, les États-Unis, de concert avec sept autres pays, ont commencé à intervenir à compter de novembre 1960, par l’intermédiaire de la Banque d’Angleterre, sur le marché londonien de l’or¹⁴ » –, cette manière de soutenir le dollar n’a pas été du goût de la Banque d’Angleterre. En effet, le gouverneur de la Banque de France, Jacques Brunet, témoigne que la Grande-Bretagne en a conçu une grande amertume :

Les Britanniques ont présenté leur premier rapport sur le consortium de l’or. Cependant, il était très clair qu’ils n’aiment pas beaucoup cet arrangement ; en fait, à Bâle [le siège des gouverneurs des Banques centrales européennes], ils ont insisté sur le fait qu’ils l’accepteraient ainsi pour le moment, mais seulement sur une base temporaire – pour un mois ou deux. Les gens de la Banque d’Angleterre, en particulier Roy Bridge, semblaient penser que le consortium a porté atteinte au prestige de Londres en tant que centre financier mondial¹⁵.

D’après Willis, la participation de la Banque d’Angleterre a été en effet très faible à la fin du mois de janvier 1961 et n’a pas véritablement permis de faire baisser le prix de l’or d’une manière décisive :

12 NA, RG 56, Fowler : Rapport à Coombs, *The Acceleration of the Gold Outflow*, d’Alan R. Holmes, 19 octobre 1960.

13 *Ibid.*

14 Herman Van Der Wee, *Histoire économique mondiale...*, *op. cit.*

15 NA, RG 56, Fowler/Dillon : *Memorandum of conversation*, de Jacques Brunet (gouverneur de la Banque de France), du secrétaire Douglas Dillon et de Donald J. McGrew (ambassadeur américain à Paris), 4 janvier 1961.

Il est possible que des ventes plus importantes par la Banque d'Angleterre aient pu baisser le prix de l'or entre 35,20 dollars et 35,25 dollars l'once. En tenant compte du prochain discours très important du gouvernement sur la politique de la balance des paiements [du 6 février 1961], on pourrait considérer que ce serait la meilleure situation sur le marché de l'or à Londres immédiatement après ce discours¹⁶.

Le gouvernement américain a effectivement exercé des pressions sur la Banque d'Angleterre, puisque le prix de l'or à Londres est tombé à 35,18 dollars, ce qui correspond au souhait exprimé plus haut par le département du Trésor. Il apparaît que la coopération au sein de ce Pool de l'or a parfois besoin de persuasion.

Il est recommandé que la politique actuelle continue pareillement après le prochain discours du gouvernement, mais en faisant comprendre clairement à la Banque d'Angleterre que le prix ne sera pas autorisé à monter au-dessus du prix autorisé sur le marché un jour avant le discours sans consultations avec les États-Unis. Il est aussi suggéré que la Banque d'Angleterre n'hésite pas à faire baisser le prix en dessous du point de référence du transport de l'or, environ 35,25 dollars l'once, si cela peut être fait avec de ventes raisonnables. En dessous de ce niveau, on doit laisser le marché trouver son propre prix¹⁷.

À ce propos, Barry Eichengreen écrit : « le Pool de l'or était un accord ouvertement asymétrique dans lequel tous les transferts allaient dans un sens. Il indiquait l'ampleur de la structure du système qui tenait les autres pays à sa merci¹⁸ ».

Si les États-Unis ont opté pour le choix du Pool de l'or, c'est pour ne pas intervenir directement sur le prix de l'or, d'après Frank A. Southard Jr., proche du secrétaire du Trésor Robert B. Anderson :

Ma première impression était qu'une intervention n'était pas nécessaire. Mais il est évident qu'une spéculation active sur l'or sera interprétée comme une faiblesse du dollar. Le résultat peut provoquer des sorties de fonds des États-Unis pour être converties dans d'autres monnaies et peut donc causer des pertes d'or non seulement aux États-Unis, mais aussi aux autres pays. J'ai néanmoins conclu qu'une intervention circonspecte était une politique prudente. Le marché est sous contrôle du Royaume-Uni et les États-Unis ne devraient pas intervenir directement¹⁹.

¹⁶ NA, RG 56, GHW : *Policy with Respect to London Gold Market*, 27 janvier 1961, *op. cit.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Barry Eichengreen, *Exorbitant Privilege...*, *op. cit.*, p. 51.

¹⁹ NA, RG 56, Roosa : Lettre à Robert B. Anderson (secrétaire du Trésor), *The London Gold Market*, de Frank A. Southard Jr., 24 octobre 1960. Les citations suivantes sont extraites du même document.

En quoi consiste ce consortium d'or ? Il s'agit, d'après le gouverneur de la Banque de France, d'« [...] un *gentlemen's agreement* entre les Banques centrales de s'abstenir d'acheter sur le marché de Londres », ce qui permet de garantir la valeur du dollar et de prévenir toute tentative de déstabilisation par une autre monnaie, à l'instar de la livre sterling. C'est pourquoi le secrétaire Robert B. Anderson ne cache pas sa joie devant cette coopération bancaire : « [...] cela nous a fait plaisir de voir que, pour la première fois, nous avons réussi à obtenir des Britanniques toute transparence sur les travaux du marché de l'or à Londres, même s'ils l'ont fait avec réticence ».

Il apparaît que la dévaluation du dollar n'est pas envisageable, du fait de cette interdépendance des deux côtés de l'Atlantique. À la Banque fédérale de réserve de New York, il n'en est pas question depuis le début de cette spéculation :

M. Hayes (de la Réserve fédérale de New York) a dit qu'il était choqué par cette position. Il pensait qu'il y avait une grande différence entre la dévaluation du dollar et la réévaluation du deutschemark. Dans le cas allemand, ça valait au moins la peine d'en discuter, alors que dans le cas des États-Unis, ça ne l'était pas²⁰.

Tableau 8. Récapitulatif du prix de l'or sur le marché à Londres, entre octobre 1960 et février 1961

Date	Prix de l'or
19 octobre 1960	35,25 dollars l'once
20 octobre	40
9 décembre	35,50
23 janvier 1961	35,4955
27 janvier	35,40-35,50
31 janvier	35,3658
2 février	35,3341
9 février	35,18

Note : Fourchette autorisée par le FMI : de 35 à 35,35 dollars l'once.

Source : NA, RG 56, GHW.

Comme on peut le voir dans le **tableau 8**, la pression spéculative n'a pas faibli trois jours après l'entrée en fonction de Kennedy. Le 23 janvier 1961, le prix de l'or atteint 35,4955 dollars l'once et dépasse la fourchette autorisée de

²⁰ NA, RG 56, GHW : *Conversation...*, 14 octobre 1960, *op. cit.*

1 %²¹. Quelques jours plus tard, le discours de Kennedy sur l'état de l'Union du 31 janvier 1961, « a été très bien reçu à l'extérieur²² », ce qui permet de faire baisser la valeur du dollar à 35,33 dollars l'once d'or. Ces variations contredisent quelque peu l'affirmation selon laquelle le Pool de l'or, ou le consortium de 1960, a permis que le prix de l'or sur le marché libre ne franchisse jamais le seuil de 35,35 dollars l'once entre 1960 et 1967²³.

Puis, le 9 février 1961 : « les spéculateurs ont été convaincus par la confirmation du président Kennedy dans son discours sur la balance des paiements [du 6 février 1961], que les États-Unis ont l'intention de maintenir le prix de l'or à 35 dollars l'once²⁴ ». Ainsi, le département du Trésor a réussi à faire revenir le prix de l'or à un niveau acceptable, soit 35,18 dollars l'once.

À la lumière de cette intervention américaine, un rude combat a eu effectivement lieu sur les marchés financiers pour faire baisser, en l'espace d'un peu plus de deux semaines (exactement entre le 23 janvier et le 9 février 1961), le prix de l'or de 0,88 %. Au cours des derniers mois du mandat d'Eisenhower, le prix de l'or avait augmenté de 13,5 % en une seule nuit, entre le 19 et 20 octobre 1960, pour baisser ensuite de 11,23 % entre le 20 octobre 1960 et le 9 février 1961. Le pari a été finalement gagné de ramener le prix du dollar au niveau fixé par le FMI, et même en deçà du niveau du 19 octobre 1960. On ne peut s'empêcher de penser aux volumes d'or utilisés pour contrer cette spéculation à la hausse. Mais le gouvernement américain a dû constater, au cours de cette période de spéculation, que : « les autorités monétaires étrangères ne convertissaient pas seulement de nouvelles acquisitions de dollars en or, mais elles convertissaient aussi – ou planifiaient de le faire – une portion substantielle de leurs balances actuelles en dollars²⁵ ». Autrement dit, les Banques centrales européennes se débarrassaient de leurs réserves en dollars.

Un autre sujet préoccupe le département du Trésor : faut-il imposer un taux d'intérêt spécial sur les avoirs en dollars détenus par les Banques centrales à l'étranger ? Il s'agirait de les dissuader à les stocker. Cette éventualité est vite abandonnée, car elle a posé le problème d'ingérence directe dans les caisses des Banques centrales des gouvernements.

21 NA, RG 56, GHW : *Gold and Exchange...*, 23 janvier 1961, *op. cit.* ; NA, RG 56, GHW : *Policy with Respect*, de George H. Willis, 27 janvier 1961.

22 NA, RG 56, GHW : *Gold Price*, de George H. Willis, 2 février 1961.

23 Herman Van Der Wee, *Histoire économique mondiale*, *op. cit.*, p. 406.

24 NA, RG 56, GHW : *Gold Price*, de George H. Willis, 9 février 1961.

25 Michael Bordo, Owen F. Humpage et Anna J. Schwartz, *Bretton Woods and the Decision to Intervene in the Foreign-Exchange Market, 1957-1962*, Cleveland, Federal Reserve Bank, « Working Paper », n° 06/09, août 2006, p. 7.

À l'été 1961, John Kennedy soulève à nouveau le problème des sorties d'or qui persistent. « Je voudrais avoir très bientôt une étude à jour sur notre position de l'or. Combien en perdons-nous ? Combien par rapport aux autres années ? Si nous pouvons réfléchir à un meilleur résultat dans les six prochains mois. Ce que nous devrions faire à ce propos²⁶ ».

Le total des sorties d'or en 1961 s'élève à 742 millions de dollars (en 1960, il s'élève à 1,702 milliard de dollars ; en 1959, à 731 millions ; en 1958, à 2,275 milliards de dollars)²⁷. Pourquoi cette inquiétude puisque le volume des sorties d'or a diminué en 1961 ?

70

De 1958 à 1960, le total des sorties d'or a atteint l'équivalent de 5 milliards de dollars. À ce moment-là, Eisenhower ne s'est pas soucié du niveau des réserves d'or, qui, toutefois, peinaient à se reconstituer. Or cela pouvait à terme compromettre la position des États-Unis, qui s'étaient engagés à satisfaire les demandes extérieures de conversion des dollars en or. En 1961, sous Kennedy, le risque est-il réel ? D'après le secrétaire du Trésor, Douglas Dillon :

Depuis le début de ce gouvernement, on a étudié d'une manière suivie les facteurs complexes affectant les sorties d'or. Cela est dû en grande partie au résultat des discussions, d'accords et d'influences mis en œuvre, confidentiellement, par le département du Trésor et la Réserve fédérale (de la Banque de New York), à travers leurs contacts à l'extérieur, que la sortie d'or soit modérée. Comme vous le savez, le stock d'or est maintenant de 17,452 millions de dollars, comparé aux 17,505 milliards de dollars le 20 janvier quand votre gouvernement a commencé, et comparé au niveau le plus bas en février de 17,373 milliards de dollars²⁸.

Le niveau des réserves d'or serait-il alors passé en dessous du seuil des 25 % ? Or Dillon précise que : « ce qui est le plus important maintenant n'est pas d'éviter les déclins occasionnels, mais, à travers notre management effectif, de maintenir notre initiative dans le contrôle des sorties d'or de telle manière que nous puissions remplir notre rôle en tant que monnaie principale du monde libre ». Et de conclure : « [...] nous devons conserver notre balance des paiements comme un tout en équilibre ou proche de l'équilibre ».

26 NA, RG 56, Roosa : Maison-Blanche, Mémoire pour le secrétaire du Trésor, de John F. Kennedy, 28 août 1961.

27 NA, RG 40, Holton : Table 1: Balance of payments (Millions of dollars): 1870-1918 by periods; 1919-1961, annually, made in 1962.

28 NA, RG 56, Roosa : Maison-Blanche, Mémoire pour le président, *Gold Flows*, de Douglas Dillon (secrétaire du Trésor), 31 août 1961. Les citations suivantes sont extraites du même document.

Cette dernière réflexion confirme que « l'équilibre raisonnable de la balance des paiements », décidé sous Eisenhower, est maintenu sous Kennedy, c'est-à-dire que le déficit doit se situer entre 1 et 1,5 milliard de dollars. Mais la directive d'Eisenhower de novembre 1960 ne mentionnait pas de mesures pour résoudre le problème des sorties d'or. À présent, on sait que le nouveau secrétaire du Trésor de Kennedy les contrôle officieusement. Si cela venait à se savoir, cela provoquerait une grande panique financière à l'extérieur, puisque les États-Unis ont toujours garanti la liberté de conversion des dollars en or.

Pour réduire le déficit de la balance des paiements américaine, la question posée est de savoir quelle catégorie de dépenses serait à réajuster : le volume des dollars en circulation, les dépenses publiques ou les sorties de dollars et d'or du pays. Eisenhower a choisi en novembre 1960 de réduire les dépenses publiques extérieures, appelées le partage du fardeau, et de relancer les exportations de produits américains. Dans ce but, il a essayé en janvier 1961 de faire adopter par le Congrès un traitement fiscal, mais sans succès. Le nouveau président Kennedy reprend l'ensemble de ce programme et met en place un contrôle officieux des sorties d'or au niveau des marchés financiers, en coopération avec les Banques centrales. Les deux présidents choisissent en effet de ne pas toucher au volume des dollars en circulation et observent la discrétion sur les moyens de limiter les sorties d'or du pays. Ce sont le département du Trésor et la Banque de réserve fédérale de New York qui en sont chargés :

Cependant, une information confidentielle a signalé qu'il y a eu des achats de la part des Banques centrales sur ce marché [de l'or à Londres]. Les plus importantes ont été faites par la Banque d'Italie. Nous avons envoyé un représentant de la Réserve fédérale en Italie pour leur conseiller qu'il serait préférable pour eux d'en acheter directement chez nous plutôt que de faire monter le prix sur le marché de l'or à Londres. Le résultat est que nous avons maintenant l'assurance que la Banque centrale d'Italie ne participera plus au marché²⁹.

Les États-Unis tâchent de modérer ce libre mouvement de l'or, en ces temps difficiles pour le dollar. Cependant, le problème des sorties d'or durant l'été 1961 serait-il lié au soutien des États-Unis à la livre sterling, alors en difficulté de février à août 1961 ? Dès la fin de la spéculation sur le dollar en janvier 1961, la livre sterling a connu à son tour une attaque le mois suivant jusqu'à l'été 1961. Et les États-Unis ont vendu 75 millions de dollars en or pour soutenir le cours

29 JFK, POF : Maison-Blanche, Mémorandum pour le président, *Gold Flows*, de Douglas Dillon (secrétaire du Trésor), 31 août 1961 (ce mémorandum est différent du précédent).

de la livre, parce qu'ils la considéraient comme une monnaie internationale complémentaire au dollar³⁰. Là-dessus, Dillon livre une information précieuse :

Ce n'est pas connu publiquement, ni même connu parmi les responsables des finances que les Britanniques ont dû vendre 1,170 milliard de dollars en or, dont 200 millions ont été vendus aux États-Unis, pendant la période de forte pression sur la livre sterling de février à juin de cette année. En effet, les Britanniques ont fourni à travers cette période de l'or qui, dans un volume même plus grand, était sorti des États-Unis les trois dernières années³¹.

Le résultat est que la Grande-Bretagne devra solliciter plus tard un prêt d'un milliard auprès du FMI³².

72

Toutefois, le soutien américain à la livre sterling et au dollar a eu pour conséquence de faire baisser le niveau des réserves d'or américaines en dessous du seuil des 17 milliards de dollars (exactement 16,976 milliards de dollars). C'est bien ce qui inquiète le président puisque le Trésor déclare : « [...] ainsi nous prendrons l'opportunité de faire une brèche dans une quelconque barrière psychologique sur le niveau des 17 milliards de dollars que peut avoir l'opinion publique ». Même si ce niveau se situe en dessous du seuil de 25 % fixé par le Congrès en 1946, le Trésor l'assume entièrement. Le pari est risqué politiquement. D'après l'historiographie, Kennedy connaîtra de très vives critiques sur sa gestion de la balance des paiements considérée comme mauvaise. Pour Dillon, il est nécessaire de maintenir les trois axes adoptés pour une politique d'équilibre budgétaire : empêcher l'augmentation des prix et salaires pour éviter une inflation importante et pour maintenir un volume constant des dollars ; relancer les exportations américaines pour améliorer la compétitivité du pays (et aussi pour combler les sorties d'or) ; pousser les pays industrialisés à prendre en charge l'aide militaire et économique jusqu'alors fournie par les États-Unis. Cependant, « en dépit des pertes d'or accélérées, les États-Unis détiennent toujours 16 milliards de dollars en or dans leurs réserves en 1962, ce qui fait approximativement les 2/5^e des réserves d'or mondiales³³ ».

Le Pool de l'or devient officiel le 13 octobre 1961. L'accord réunit les Suisses, les Allemands, les Italiens, les Néerlandais, les Français, les Belges et les Britanniques et consiste à se joindre aux Américains pour soutenir le marché de Londres en cas de spéculation. Le montant d'or qui serait à utiliser est d'abord

30 JFK, POF : Mémorandum pour le président, de Douglas Dillon, 3 octobre 1961.

31 JFK, POF : Maison-Blanche, Mémorandum pour le président, *Reduction of \$300 million in US Gold Stock this Week*, de Robert V. Roosa (secrétaire du Trésor en exercice), 21 novembre 1961.

32 NA, RG 56, Fowler : *Memorandum of conversation between Secretary Dillon, Fowler, Roosa, Chairman Martin and Caincross, Economic Adviser to the Government, Parsons from the Bank of England and Pitblado, British Economic Minister, in Dillon's office*, 26 juillet 1962

33 Michael Bordo, Owen F. Humpage et Anna J. Schwartz, *Bretton Woods...*, op. cit., p. 7.

fixé pour chaque pays membre de ce Pool à 100 millions de dollars³⁴. Ainsi, selon Dillon : « la nouvelle que tous les principaux pays détenant de l'or se joignent ensemble pour combattre la spéculation sur le marché de Londres devrait être en elle-même très importante pour empêcher les spéculateurs³⁵ ». Cela permettra surtout d'équilibrer les sorties d'or de chaque pays du Pool en cas de nouvelle attaque contre une monnaie et d'éviter une perte d'or de plus d'un milliard de dollars, comme cela s'est passé pour la Grande-Bretagne au cours des mois précédents³⁶.

Après avoir étudié les actions mises en place par les gouvernements d'Eisenhower et de Kennedy pour limiter les sorties d'or et le combat pour maintenir le cours officiel du dollar, les investissements américains entrent aussi en jeu dans l'équilibre de la balance des paiements. En particulier, les capitaux à court terme ne cessent de fuir les États-Unis et représentent, en cette fin d'année 1961, 1,383 milliard de dollars³⁷.

LES SORTIES DE CAPITAUX AMÉRICAINS : UN PROBLÈME DÉLICAT

Considérer les investissements à l'étranger comme une cause du déficit de la balance des paiements pourrait remettre en question la politique extérieure des États-Unis depuis 1945. Dans le but de conquérir de nouveaux marchés, les États-Unis s'appuient habituellement sur ces investissements, grâce à la diffusion de leur savoir-faire technologique, de leur nouvelle science du management et grâce à l'implantation de filiales des grandes entreprises américaines dans les pays étrangers. En retour, les États-Unis reçoivent une part des bénéfices tirés de ces investissements. Tout cela permet au gouvernement américain d'affirmer sa puissance économique et de renforcer son influence en tant que leader du « monde libre ».

Avant d'aller plus loin, il est utile de distinguer trois sortes d'investissements à l'étranger. En premier lieu, les investissements directs à long terme représentent un enjeu stratégique pour le gouvernement. Ces investissements réalisés par les entreprises ou par les résidents à l'étranger sont considérés comme directs, lorsque ces investisseurs ont un vote, au sein du Conseil d'administration de l'entreprise, d'une proportion de plus ou moins 25 %. Et ces derniers ont un droit

34 JFK, POF : Maison-Blanche, Mémoire pour le président, de Douglas Dillon (secrétaire du Trésor), 13 octobre 1961.

35 *Ibid.*

36 Voir Éric Monnet, « Une coopération à la française. La France, le dollar et le système de Bretton Woods, 1960-1965 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 19, janvier-avril 2013 [en ligne : <https://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=19&rub=dossier&item=179>, consulté le 1^{er} février 2015], pour un récapitulatif de ces événements.

37 NA, RG 40, Holton : *Balance of Payments*, *op. cit.*

de contrôle sur la politique de la firme. En deuxième lieu, les investissements de portefeuille à long terme (ou portefeuilles) correspondent à des placements en titres. En troisième lieu, les investissements à court terme sont caractérisés par leur facilité à se déplacer d'un point à un autre. Ils peuvent être soit spéculatifs, soit commerciaux avec l'octroi de crédits.

La période étudiée correspond à la grande expansion des multinationales américaines. Christian Deblock le signale :

C'est aussi le temps des firmes multinationales, nouvelle actrice de la scène économique internationale à côté des États. Sous leur influence, les circuits du commerce se recentrent autour des pays développés, le commerce d'intégration ou intrabranche se développe rapidement et le commerce intrafirme concentre une part importante du commerce. Les firmes américaines dominent le monde, à l'image des États-Unis, qui affichent face au monde communiste l'insolence de leur réussite économique³⁸.

74

En effet, ces multinationales ont trouvé, dans le système multilatéral, le marché à leur taille et qui favorise nettement l'ouverture des marchés entre les pays. Elles se sont déjà déployées dans le monde avant la dernière guerre. Mais, pour cela, elles ont aussi bénéficié d'un régime fiscal favorable de la part de leur pays d'origine. Les principales études sur les multinationales américaines ont été faites par les politistes Robert Gilpin et Susan Strange, ainsi que par l'historienne Mira Wilkins³⁹. Il ne s'agit pas ici d'étudier la trajectoire de ces entreprises, mais seulement d'éclairer, sous l'angle du déficit de la balance des paiements américaine, les mesures prises par Eisenhower à la fin de son mandat et ensuite par Kennedy. Or ces deux présidents ont été confrontés à ce dilemme : limiter l'impact du régime fiscal de ces entreprises sur le déficit de la balance des paiements américaine ou favoriser leur essor dans le cadre de la puissance américaine ?

La remise en cause des faveurs fiscales sous Eisenhower

Dans les années 1950, Eisenhower a en effet favorisé les investissements à l'extérieur, en particulier vers l'Europe de l'Ouest, qui était le nouveau marché

³⁸ Christian Deblock, *Les États-Unis et l'investissement direct étranger. Une histoire à trois temps*, Montréal, Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, coll. « Notes de synthèse », septembre 2011, p. 2.

³⁹ Mira Wilkins, *The Maturing of Multinational Enterprise: American Business Abroad from 1914 to 1970*, Cambridge, Harvard University Press, coll. « Harvard Studies in Business History 27 », 1974 ; Susan Strange, *Rival States, Rival Firms: Competition for World Market Shares*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991 ; Robert Gilpin, *US Power and the International Multinational Corporation. The Political Economy of Foreign Direct Investment*, New York, Basic Books, 1975 ; Jean-Louis Mucchielli, *Multinationales et mondialisation*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.

émergent d'après-guerre. Si l'on remonte un peu dans le temps, une réunion de l'International Cooperation Administration (ICA) au sein du département d'État se tient en août 1955, à propos du régime fiscal accordé aux entreprises américaines investissant à l'étranger :

Une discussion se poursuit alors sur la crainte exprimée par beaucoup dans ce pays que les investissements américains à l'étranger auraient pour conséquence de diminuer l'industrie américaine. On a mis en avant que le phénomène des doubles-taxes et le fait que tous les dollars doivent éventuellement rentrer sont des raisons pour lesquelles, dans le long-terme, les investissements à l'étranger n'aident pas seulement le business américain, mais représentent une fonction vitale dans la politique extérieure⁴⁰.

De même : « M. Rockefeller a conclu que nous devons considérer au gouvernement que l'investissement à l'étranger se fait dans notre propre intérêt. Nous devons changer la base qui justifiait nos programmes d'aide à l'étranger, celle de stopper le communisme, vers une conviction que c'est dans notre intérêt de posséder le commerce mondial⁴¹ ».

En 1955, le gouvernement d'Eisenhower cherche à orienter ces investissements vers d'autres destinations. Le plan Marshall a inauguré l'ère de l'américanisation en Europe par le biais des investissements, en établissant durablement des relais économiques dans le marché européen⁴². Tout cela s'est fait dans le cadre de la guerre froide, pour renforcer l'Europe de l'Ouest face au bloc communiste à l'Est. À présent, l'Europe de l'Ouest est en passe d'être stabilisée. Puis, en avril 1955, se tient la conférence afro-asiatique de Bandung en Indonésie, qui rassemble les anciennes colonies devenues indépendantes depuis la dernière guerre, et quelques-unes qui vont l'être très prochainement. Pour tous ces « nouveaux pays », il ne s'agit plus de prendre parti pour ou contre le communisme et le capitalisme, mais d'œuvrer pour le développement de cette partie émergente du monde.

40 DDE, Jackson, Boîte 74 : *Economic Aid, Report of the Third Session of ICA, Declassified Documents Reference System*, 26 août 1955 [en ligne : <http://galenet.galegroup.com>], consulté le 1^{er} février 2015. L'ICA a été créée en juin 1955 par le département d'État, pour gérer tous les programmes d'assistance étrangère américaine, sauf ceux concernant l'assistance militaire, les programmes impliquant les réfugiés et les subventions aux organisations internationales. Mais l'ICA a été dissoute en 1961 et intégrée dans l'AID qui est indépendante du département d'État [en ligne : <https://history.state.gov/departmenthistory/people/principalofficers/director-intl-cooperation-administration>], consulté le 28 février 2015.

41 *Ibid.*

42 Dominique Barjot et Christophe Réveillard (dir.), *L'Américanisation de l'Europe occidentale au xx^e siècle. Mythe et réalité*, Paris, PUPS, 2002 ; Dominique Barjot, Isabelle Lescent-Giles et Marc de Ferrière le Vayer (dir.), *L'Américanisation en Europe au xx^e siècle. Économie, culture, politique*, Lille, Université Charles-de-Gaulle-Lille 3, Centre de Recherche sur l'Histoire de l'Europe du Nord-Ouest, 2002, 2 vol.

Cependant, ce Tiers Monde émergent nécessite de nouvelles attentions pour l'aider à atteindre cette stabilité. Aux yeux des États-Unis, celle-ci est fondamentale pour qu'il ne soit pas tenté par l'URSS, et cela dans un climat de guerre froide marqué par les revendications économiques. Avec ces nouveaux partenaires, les États-Unis ont en effet conscience de devoir tenir un autre langage, qui ne soit plus celui de l'affrontement idéologique entre Ouest et Est. Désormais, il s'agit de présenter les avantages à faire partie du système multilatéral. D'où la nécessité d'orienter les investissements américains vers ces nouveaux pays et sous-développés pour les inclure dans le nouveau monde occidental et pour asseoir leur influence face à l'URSS. C'est dans ce contexte que les intérêts économiques et diplomatiques s'entremêlent : les investisseurs américains privés y trouvent un intérêt pour développer leurs activités économiques et rendent service au gouvernement américain qui tisse alors des liens diplomatiques. Ces intérêts croisés permettent d'obtenir de part et d'autre des avantages. Ainsi, ces hommes d'affaires présents en 1955 à la réunion de l'ICA demandent, au vu de ce nouveau contexte, une baisse de la taxe sur les retours des bénéfices au pays, après investissement à l'étranger, et posent aussi le problème de la double-taxe : « le milieu des affaires veut un investissement qui sera plus avantageux qu'un investissement aux États-Unis ou au Canada. [...] On a mis en évidence que la chose la plus importante est la réduction de la taxe américaine sur les retours de l'extérieur⁴³ ». Cependant, ces contreparties vont être remises en cause cinq ans plus tard, à cause du déficit de la balance des paiements des États-Unis.

Au début de janvier 1961, Eisenhower reconsidère en effet les avantages accordés aux capitaux américains à l'étranger, parce que les entreprises ne rapatrient pas assez leurs bénéfices au pays.

Le 16 novembre 1960, j'ai donné une directive mettant en place des mesures à prendre par une action gouvernementale afin de réduire le déficit de la balance des paiements américaine qui est le résultat de pertes d'or et de dollars. Je recommande maintenant au Congrès une action dans deux domaines spécifiques : la première est une taxe des profits dans le cadre des niches fiscales [...]. Les propositions sur les niches fiscales visent à rectifier une situation qui s'est développée récemment et qui fournit des incitations artificielles aux capitaux américains pour investir [...] ⁴⁴.

Cette fois-ci, Eisenhower est explicite sur la cause principale du déficit, les sorties d'or et de dollars. Ces revenus tirés des investissements se présentent sous

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ NA, RG 56, GHW: *Preamble to Special Message*, de Dwight D. Eisenhower, janvier 1961.

plusieurs formes : les bénéfices, les intérêts, les rentes ou encore les dividendes, qui sont tous comptabilisés dans la balance des paiements. Ces niches fiscales attirent les bénéfices des entreprises américaines à l'étranger, ou une partie, car elles sont exemptes d'impôts, ce que le département du Trésor américain appelle les revenus non distribués. C'est pourquoi Eisenhower décide de frapper un grand coup. En revanche, les bénéfices réinvestis ne sont pas comptabilisés dans la balance des paiements.

Ces investissements directs sont taxés deux fois : une première fois par les États-Unis dans leur pays d'accueil et une seconde fois par le pays d'accueil. C'est ce qu'on appelle la double taxe. Comme celle-ci a été soit supprimée, soit différée jusqu'au rapatriement des bénéfices au pays, elle est considérée comme une faveur fiscale. On devine alors que les demandes formulées en 1955 ont été accordées par Eisenhower.

Tableau 9. Retours des investissements et sorties de capitaux, de 1956 à 1960
(en millions de dollars)

	Années				
	1956	1957	1958	1959	1960
I. Exportations de biens et de services :					
Revenus sur investissements : directs	2,171	2,249	2,121	2,228	2,338
Revenus sur investissements : autres privés	0,297	0,363	0,417	0,466	0,518
Revenus sur investissement : gouvernement	0,194	0,205	0,307	0,349	0,361
Total	2,662	2,817	2,845	3,043	3,217
II. Compte des capitaux privés américains à l'étranger (sorties) :					
Capitaux : long terme (ID)	-1,951	-2,442	-1,181	-1,372	-1,694
Capitaux : court terme	-0,517	-0,276	-0,311	-0,077	-1,312
Autres capitaux long terme (portfolios)	-0,603	-0,859	-1,444	-0,926	-0,850
Capitaux publics	-0,629	-0,958	-0,971	-0,353	-1,109
Total	-3,7	-4,535	-3,907	-2,728	-4,965

Note : Les bénéfices réinvestis des investissements à long terme ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la balance des paiements américaine, mais le sont par le FMI.

Sources : NA, RG 40, *Balance of Payments, op. cit.* ; NA, RG 56, Roosa : 24 février 1961.

D'après le **tableau 9**, de 1956 à 1960, les retours des bénéfices des investissements directs se situent dans une moyenne d'un peu plus de 2 milliards de dollars. Quant aux sorties dans cette même catégorie, elles se situent aussi dans une moyenne de 2 milliards de dollars. Les retours pourraient-ils être plus

importants sans les faveurs fiscales dont ces investisseurs ont bénéficié? Le total des sorties tous capitaux confondus atteint 5 milliards de dollars en 1960, ce qui est un peu plus élevé que celui de l'année record 1957. Est-ce ce niveau qui justifie cette grande inquiétude au gouvernement? Étant donné que les États-Unis sont fidèles au libre mouvement des capitaux, Eisenhower aurait-il choisi d'augmenter le retour des bénéfices des investissements américains à l'extérieur plutôt que de limiter les sorties du pays? Dans ce cas, sa volonté de s'attaquer aux niches fiscales s'explique.

Quant aux capitaux à court terme de nature spéculative, la solution consistera à demander aux gouvernements concernés de baisser leurs taux d'intérêt, toujours pour contribuer à la réduction de ce déficit américain.

En ce qui concerne nos amis européens, nous devrions tenter – diplomatiquement – de les convaincre d'adopter des taux d'intérêt bas dans le cadre de leurs efforts pour arrêter l'inflation interne, en ayant à l'esprit qu'une politique fiscale et d'impôts étroite peut conduire certains d'entre eux à adopter des taux d'intérêt plus bas que prévu⁴⁵.

Comme le Congrès a différé les dernières mesures demandées début janvier 1961 par Eisenhower, le secrétaire du Trésor Anderson adresse aussi à Kennedy, avant son investiture, les dernières mesures sur les niches fiscales :

Les investissements et le commerce internationaux apportent une contribution importante à l'économie américaine, et les motifs de base de cette opération, qui ont été développés ces dernières années, ne devraient pas être découragés. Cependant, il y a eu récemment des développements qui sont préoccupants. Ces développements ont été encouragés en partie par inadvertance par le système des impôts et en partie par des dispositions qui ont été délibérément promulguées, mais dans des circonstances qui sont différentes matériellement de celles qui prévalent maintenant⁴⁶.

Revoir ces modalités liées aux niches fiscales serait alors nécessaire : « la proposition retirerait les avantages de cet impôt spécial, qui s'accroissent, aux compagnies fonctionnant à travers les bénéfices des niches fiscales, dont les avantages ne sont pas disponibles pour les investissements aux États-Unis⁴⁷ ». Kennedy tentera à son tour de les supprimer.

Cette suppression sur les niches fiscales soulève néanmoins un problème au sein du département du Commerce. Deux jours avant la passation de pouvoirs

45 NA, RG 56, GHW : *Recommendations on our Balance of Payments and Gold Outflows*, à Brent Spence, de Byron L. Johnson et Henry S. Reuss, 22 décembre 1960.

46 NA, RG 56, GHW : 14 janvier 1961, *op. cit.*

47 *Ibid.*

entre Eisenhower et Kennedy, le Commerce précise que cela pourrait porter atteinte au flux des capitaux privés américains à l'extérieur.

Un montant très substantiel de ce capital dans les niches fiscales, peut-être d'un montant d'un milliard de dollars, est investi à travers les filiales de transport américaines établies dans les paradis fiscaux par les compagnies pétrolières et par d'autres. Le but n'est pas les impôts, mais plutôt la nécessité de trouver un moyen d'être compétitif avec des drapeaux étrangers. [...] C'est une chose saine, et vraiment essentielle, pour nos industries d'être capables de concurrencer les industries indigènes dans le Marché commun et ailleurs. [...] Elles vont à l'extérieur pour participer dans ces marchés profitables où ils ne peuvent pas concurrencer en exportant depuis les États-Unis⁴⁸.

Est donc posé le problème de la compétitivité des industries américaines sur les marchés mondiaux. Il s'agit dès lors de réduire les coûts de fret, et de pouvoir livrer des produits américains en Europe à un prix inférieur à celui d'un port américain. Le secrétaire du Commerce insiste : « nos exportations et importations ne contribuent pas défavorablement au problème de notre balance des paiements. [...] Nos investissements à long terme à l'étranger ne contribuent pas au problème de la balance des paiements⁴⁹ ». Quelles seraient alors les solutions à proposer ? Pour le département du Commerce, qui lance une sorte de contre-offensive au Trésor, il faut réfléchir à réduire d'autres dépenses, en particulier celles du gouvernement, en encourageant les investissements privés à prendre le relais. Précisons que le secrétaire du Commerce, Luther H. Hodges, est lui-même un industriel du textile. De plus, ce département est chargé de la réorganisation des affaires internationales au niveau du commerce et de l'investissement⁵⁰. « Ainsi, une expansion déterminée de capitaux américains privés offre la double opportunité de stabiliser le problème de la balance des paiements et de gagner les peuples des nations sous-développées et non-engagées à notre mode de vie économique libre⁵¹ ». Mais les investisseurs américains seraient-ils prêts à jouer le rôle de relais dans ces dépenses extérieures du gouvernement qui, en échange, ne toucherait pas aux niches fiscales ? Et cela dans des pays non stables politiquement et peu équipés en infrastructures ? L'échec de l'Alliance pour le progrès en Amérique latine est là pour confirmer.

48 NA, RG 40, ExeSec : Maison-Blanche, Lettre au président, de Philip A. Ray (sous-secrétaire du Commerce), 18 janvier 1961.

49 *Ibid.*

50 Régine Perron, « Les exportations vers la CEE sous l'autorité nouvelle du département du Commerce de Kennedy (1961-1963) », dans René Girault et Raymond Poidevin (dir.), *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie des Six et de la Grande-Bretagne dans la construction européenne de 1957 à 1971*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001, p. 415-433.

51 *Ibid.*

Les investissements privés, considérés comme la contribution la plus importante dans ce programme, n'ont guère répondu à l'appel du gouvernement pour contribuer à l'essor général de l'Amérique latine.

Le Commerce a lancé *in extremis* cette alerte deux jours avant la fin du mandat d'Eisenhower, probablement pour que lui-même ou encore Dillon la transmette au nouveau président élu. Cette solution peut-elle être retenue par Eisenhower et Kennedy? Or, l'un des sept objectifs définis dans le rapport du Budget de janvier 1961 est « la participation de l'entreprise privée dans l'investissement à l'étranger⁵² ». Kennedy mentionne en effet dans son discours du 6 février 1961 l'impôt sur les investissements privés à l'étranger et garantit le libre mouvement des capitaux américains à l'extérieur. L'argument du Commerce de ne pas toucher aux niches fiscales ne semble pas avoir été retenu. On pourrait faire remarquer qu'Eisenhower a demandé d'une manière indirecte à son successeur de prendre des mesures qui sont impopulaires dans les milieux d'affaires. Ne serait-ce pas une des causes des mauvaises relations entre le président Kennedy et ces hommes d'affaires?

80

La suppression des faveurs fiscales : un succès pour Kennedy?

En avril 1961, Kennedy s'adresse au Congrès, en présentant deux mesures phares qui concernent les investissements américains à long terme : la première concerne l'élimination des privilèges sur les taxes différées (la double taxe) et la seconde porte sur les niches fiscales. Parviendra-t-il à les faire accepter alors qu'elles soulèvent de très nombreuses protestations dans les milieux économiques concernés?

La suppression des taxes différées concerne l'industrie manufacturière, les mines et l'extraction à capitaux américains, établies dans les pays non développés, ce qui signifie que les gouvernements de ces pays bénéficieront de cette taxe perçue sur les investissements américains dans le pays d'accueil ainsi que les États-Unis. Ces secteurs industriels conservent en échange les niches fiscales. Si ces investissements sont localisés en Europe de l'Ouest, le discours annonce alors la suppression des niches fiscales, mais laisse la double-taxe différée.

Pour comprendre ce chassé-croisé entre la suppression ou le maintien des niches fiscales et de la double taxe en fonction des régions du monde, il faut savoir qu'en 1959, la zone Afrique et Asie accueille 10 % des bénéfices non rapatriés au pays, alors que l'Europe en concentre 24 %. C'est finalement une sorte d'équilibre qui a été trouvé pour faire revenir ces bénéfices tirés des investissements américains, plus largement d'Europe de l'Ouest et moins des pays du Tiers Monde. Signalons que les compagnies pétrolières rapatrient

52 NA, RG 40, ExeSec : janvier 1961, *op. cit.*

correctement les bénéfices engrangés comme les chiffres l'attestent. Leurs marges sont certainement plus importantes. Le libre mouvement des capitaux américains n'est donc pas menacé.

Toutefois, la suppression des taxes différées n'a pas non plus reçu le soutien du département du Commerce, qui le fait directement savoir à la Maison-Blanche : « [...] nous insistons pour que les privilèges différés aux entreprises opérant à l'étranger de propriété américaine soient maintenus à la fois dans les pays développés et sous-développés⁵³ ». La raison principale est de : « [...] leur permettre de maintenir leur position compétitive à l'extérieur et de vendre sur les marchés étrangers sur la même base de taxe que leurs concurrents locaux⁵⁴ ». Les deux départements du Trésor et du Commerce ne poursuivent assurément pas les mêmes buts, ce que le secrétaire du Commerce fait remarquer ironiquement : « [...] naturellement le département du Trésor s'intéresse à augmenter au maximum nos revenus d'impôts⁵⁵ ».

À cause de la vive opposition publique, le secrétaire du Trésor, Douglas Dillon, est prêt à retirer cette mesure de suppression sur la double taxe. Cependant, il maintient fermement la mesure concernant les niches fiscales. « Les représentants du business se sont fortement opposés à cette recommandation, bien que les salariés y soient favorables. Le département du Trésor s'attend à changer de position puisque la Commission des finances y est opposée⁵⁶ ». Mais le Congrès a de nouveau rejeté la suppression des taxes différées (ou double taxe). C'est pourquoi il faut trouver un autre moyen de rapatrier ces bénéfices de l'étranger pour améliorer la balance des paiements des États-Unis. C'est la raison pour laquelle le Trésor se concentre désormais sur le traitement concernant les niches fiscales, qui aurait plus de chance d'être accepté que le reste⁵⁷. Dillon recommande alors dans son troisième rapport trimestriel sur la balance des paiements :

[...] Il est essentiel que nous continuions nos efforts pour supprimer les avantages fiscaux qui maintenant favorisent les investissements à l'étranger au détriment de ceux de l'intérieur, au moins en ce qui concerne les investissements dans les autres pays industrialisés⁵⁸.

53 NA, RG 40, ExeSec : Mémoire pour Theodore C. Sorensen (conseiller spécial du président), *Tax Message – International Aspects*, d'Edward Guderman (sous-secrétaire du département du Commerce), 5 avril 1961.

54 *Ibid.*

55 NA, RG 40, ExeSec : Lettre à Willard P. Smith (vice-président de la corporation Cabot), de Luther H. Hodges (secrétaire au Commerce), 13 février 1961.

56 NA, RG 56, Dillon : Maison-Blanche, Mémoire pour le président, de Douglas Dillon (département du Trésor), 7 juillet 1961.

57 NA, RG 56, Dillon/Fowler : Maison-Blanche, Mémoire pour le président, *Editorial in the Wall Street Journal of November 13*, d'Henry Fowler (sous-secrétaire du Trésor), 15 novembre 1961.

58 NA, RG 56, Roosa : 7 novembre 1961, *op. cit.*

Il s'agit d'inciter ces capitaux américains à investir dans leur économie nationale dès lors que les avantages fiscaux à l'étranger sont moins favorables. Le département du Commerce manifeste à nouveau sa désapprobation.

L'effet immédiat sur la balance des paiements de la législation sur les taxes contre les corporations des niches fiscales n'est probablement pas très grand. Les effets directs ou reportés sur le commerce et l'investissement peuvent être substantiels, mais sont complexes et imprévisibles. Certains usages des corporations organisées dans les pays de niches fiscales représentent des méthodes logiques et effectives de marketing à l'extérieur, en fournissant des services, ou en s'acquittant des fonctions de management et de recherche. Celles-ci doivent être distinguées des opérations *principalement* exécutées ou organisées pour sauver ou éviter les taxes⁵⁹.

82 Le montant du bénéfice estimé se situerait à environ 100 millions de dollars, ce qui est insuffisant aux yeux du Commerce pour justifier la suppression des faveurs fiscales⁶⁰.

La question des bénéfices non rapatriés au pays

La Banque fédérale de réserve de New York apporte son appui au département du Commerce, dans la mesure où il apparaît que rapatrier tous les bénéfices de l'extérieur ne serait pas profitable.

[...] Les bénéfices réinvestis ne créent probablement pas une perte à long terme depuis qu'ils rapportent et, cependant, ils ne sont pas une perte immédiate parce qu'ils se substituent aux fonds d'investissement qui autrement ont été envoyés à l'extérieur par les Américains. Et, bien sûr, les montants larges réinvestis à l'extérieur dans les années passées sont en partie responsables des actuels bénéfices étrangers substantiels des corporations américaines⁶¹.

Quelle est la part de ces bénéfices rapatriés et celle des bénéfices non rapatriés?

59 NA, RG 40, EG : Mémoire à John S. Stillman (adjoint du sous-secrétaire au Commerce), *Taxation of Foreign Earnings*, de Samuel Pizer (division de la Balance des paiements), 15 février 1961. L'auteur de ce document souligne ce mot.

60 NA, RG 40, ExeSec : 4 mai 1961, *op. cit.*

61 NA, RG 56, Roosa : Banque fédérale de réserve de New York, Mémoire à Coomb (département du Trésor), *United-States Long-Term Investments Abroad: Concepts and Recent Experience*, de David E. Bodner (division de la Balance des paiements), 24 février 1961.

Tableau 10. Les investissements directs (ID) des entreprises des États-Unis de 1950 à 1959
(en millions de dollars, valeur de référence 1948)

	Années									
	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Flux ID	621	528	850	721	664	779	1,859	2,058	1,094	1,310
Bénéfices ID	1,769	2,244	2,295	2,218	2,369	2,810	3,134	3,561	3,034	3,255
dont bénéfices rapatriés	1,294	1,492	1,419	1,442	1,725	1,912	2,160	2,249	2,140	2,228
Bénéfices non distribués	0,475	0,752	0,876	0,776	0,644	0,898	0,974	1,312	0,894	1,027
Valeur ID	11,788	13,089	14,819	16,286	17,626	19,313	22,118	25,262	27,255	29,735

Note : Il n'est pas possible d'avoir des données valables à la fin de 1960, car il faut attendre l'année suivante pour les rassembler.

Sources : NA, RG 56, Roosa : 24 février 1961 ; NA, RG 40, EG : mars 1961.

D'après le **tableau 10**, la valeur des investissements augmente régulièrement de 2 milliards de dollars par an. Les sorties de ces capitaux à long terme fluctuent surtout entre 1955 et 1958 : ces années correspondent aux faveurs fiscales accordées par Eisenhower en 1955, puis à la crise de Suez de 1956 et à la dernière récession économique de 1957-1958. Quant aux bénéfices non rapatriés, ils suivent la même hausse. Les bénéfices rapatriés représentent en revanche 75 % du total des bénéfices alors que le reste représente 25 %. Par conséquent, un quart des bénéfices ne revient pas aux États-Unis, ce qui est confirmé par l'analyse du Trésor.

Enfin, en prenant notre revenu net de 800 millions de dollars (2,2 milliards de dollars des revenus rapatriés moins 1,4 milliard dans le flux des investissements directs entrant dans notre balance des paiements), nous avons retenu en net seulement 1 dollar sur 4 dollars des bénéfices (les bénéfices consistant à peu près en 2,2 milliards de dollars des revenus rapatriés et 1,1 milliard de dollars dans les bénéfices non distribués des compagnies)⁶².

La volonté du gouvernement est d'augmenter le pourcentage des bénéfices rapatriés grâce à la suppression des faveurs fiscales : est-ce suffisant pour combler une partie du déficit ?

⁶² NA, RG 56, GHW : 17 janvier 1961, *op. cit.*

Tableau 11. Les bénéfices non-distribués des investissements directs des compagnies américaines à l'extérieur par zone géographique et par industrie pour l'année 1959 (en millions de dollars)

	Total	Mines et extraction	Pétrole	Manufacture	Autre
Total toutes zones	1,081	68	109	574	329
Canada	393	32	44	240	78
Amérique latine (dont 1/3 au Venezuela)	202	10	31	71	90
Colonies, hémisphère ouest	24	4	-3	*	22
Europe (dont 1/2 en Grande-Bretagne)	258	-1	-7	207	60
Afrique	49	16	16	4	13
Asie (y compris Moyen-Orient)	56	2	12	19	23
Océanie (Australie et Nouvelle-Zélande)	64	6	21	32	5
International (compagnies de transport à pavillon Panama et Libéria) et non-assigné	34	-	-5	-	39

Note : la mention « * » indique que la valeur est inférieure à 500 000 dollars.

Source : NA, RG 56, GHW : 17 mars 1961.

84

Lorsqu'on regarde les zones géographiques d'après le **tableau 11**, on s'aperçoit que trois d'entre elles se distinguent par leur montant élevé de bénéfices non distribués dans le cadre des investissements directs américains.

La première zone d'investissements américains est, sans surprise, le continent américain : le Canada avec 393 millions de dollars (surtout dans la manufacture) et l'Amérique latine, avec 202 milliards de dollars (grâce au pétrole du Venezuela). Cela représente environ 600 millions de dollars de bénéfices non distribués. La deuxième zone, l'Europe de l'Ouest, retient 258 milliards de dollars de bénéfices. Et la troisième zone se répartit le reste, soit 183 millions de dollars, c'est-à-dire entre l'Afrique, l'Asie, les colonies, l'Océanie et les zones internationales.

En Europe de l'Ouest, les bénéfices, non retournés au pays, se répartissent dans deux secteurs : le premier est l'industrie manufacturière, en particulier en Grande-Bretagne, ce qui représente 207 millions de dollars ; le second secteur est classé dans la catégorie « autre » avec 60 millions de dollars et désigne aussi bien le commerce, les services publics, l'agriculture que la finance. Une bonne partie est certainement localisée dans les paradis fiscaux européens comme la

Suisse ou encore le Luxembourg, le Liechtenstein, les îles anglo-normandes (Jersey et Guernesey), Andorre, Monaco et San Marino.

C'est la raison pour laquelle l'Europe de l'Ouest est considérée comme responsable du mauvais rapatriement des bénéficiaires des investissements privés américains, de la même façon qu'elle ne partage pas assez équitablement le fardeau des dépenses publiques extérieures des États-Unis (les dépenses militaires et l'aide au développement). Dans cette perspective, le partage du fardeau avec l'Europe de l'Ouest va-t-il aussi inclure le rapatriement d'une partie des bénéficiaires des investissements américains privés ? On comprend alors la décision de Kennedy (proposée par le Trésor) dans son discours sur les taxes de 1961 : elle vise à supprimer les niches fiscales en Europe de l'Ouest, tout en laissant le privilège des taxes différées aux entreprises qui y sont établies. Cela d'autant plus que c'est l'industrie manufacturière américaine en Europe qui rapatrie le moins ses bénéficiaires.

Toutefois, le vrai problème est que l'aide publique aux investissements privés (prêts et faveurs fiscales) pour s'établir à l'étranger, laquelle s'élève à 2,5 milliards de dollars, n'est pas totalement comblée par le retour de leurs bénéficiaires, d'un montant de 2,2 milliards de dollars.

Ce pays doit dégager un solde de 6,7 milliards de dollars dans sa balance des biens et services pour régler les trois lourdes charges. Ces dépenses sont 3 milliards de dollars pour le maintien des troupes, 1,2 milliard de dollars pour l'aide étrangère non liée [qui n'oblige pas à acheter des produits américains en échange d'une aide américaine], et 2,5 milliards de dollars pour les capitaux privés américains allant investir à l'étranger⁶³.

Au cours des années 1950, les faveurs fiscales paraissaient supportables au gouvernement américain. Mais, en ces temps de déficit, elles ne le sont plus. La solution aux yeux du Trésor réside alors dans le solde dégagé par les exportations et importations en biens et services : « [...] la réponse évidente est que nous devons accroître nos exportations pour gagner ces 6,7 milliards de dollars⁶⁴ ».

Quelques jours plus tard, le *Bulletin* de l'Office of Business Economics signale que les bénéficiaires rapatriés des investissements extérieurs ont augmenté de 5 % en 1960 par rapport à 1959⁶⁵. En 1961, le montant de ces bénéficiaires rapatriés s'élève à 2,652 milliards de dollars, soit une augmentation de presque 12 % par rapport à l'année précédente⁶⁶. On ne peut conclure qu'à une amélioration

63 NA, RG 56, Fowler : Maison-Blanche, Mémoire à Lawrence O'Brien (assistant spécial du président), de Joseph W. Barr, 4 décembre 1961.

64 *Ibid.*

65 NA, RG 40, Fowler : Bureau des affaires économiques, 22 août 1961.

66 NA, RG 40, Holton : *Balance of Payments*, *op. cit.*

des rentrées aux États-Unis, sans que le gouvernement ait eu besoin de rétablir la double taxe et de supprimer les niches fiscales. Serait-ce pour dissuader le Congrès d'adopter ces mesures ?

Cependant, la question des mouvements de capitaux américains inquiète toujours Kennedy. En prenant exemple sur la Grande-Bretagne, qui applique le contrôle des capitaux pour protéger sa balance des paiements ainsi que pour préserver le statut de monnaie de réserve de la livre sterling, Kennedy réfléchit à une action similaire aux États-Unis⁶⁷. Ces mouvements de capitaux ont en effet pris une certaine ampleur en cette fin d'année 1961, à cause des sorties de capitaux à court terme qui s'élèvent à 1,383 milliard de dollars. Ce niveau dépasse celui de l'année précédente. Deux versions différentes expliquent ce phénomène.

86

La première explication est que ces sorties massives coïncident avec une spéculation, qui a lieu depuis le printemps 1961, comme on l'explique au Trésor : « la principale raison pour ces fuites importantes des capitaux à court terme hors des États-Unis, enregistrées ou non enregistrées, apparaît être la spéculation qui s'est développée tout de suite après la hausse du deutschemark et du florin⁶⁸ ». En effet, ces deux monnaies ont été réévaluées à 5 % en mars 1961, selon un accord conclu avec les États-Unis pour relancer les exportations américaines, comme on le verra plus loin. Cette période correspond aussi à la spéculation sur la livre sterling que les États-Unis ont défendue. Cette fois-ci, ce sont d'autres monnaies européennes, le deutschemark et le florin, qui sont perçues comme étant des valeurs monétaires sûres. Tout se passe comme si, encore une fois, les marchés financiers cherchaient une alternative au dollar à cause de ce déficit persistant de la balance des paiements américaine.

La seconde explication, avancée pour comprendre les sorties de capitaux à court terme, porte sur les taux d'intérêt attractifs des pays européens par rapport à ceux des États-Unis.

[...] En 1961, cependant, la grande partie de ces sorties de capitaux à court terme reflétée dans l'ensemble du déficit semble s'expliquer en termes de crédits disponibles pour des objectifs commerciaux normaux. [...] Néanmoins, les sorties de capitaux à court terme en 1961 ne reflètent pas la même fièvre de *hot money* qui a contribué si lourdement à la crise dans la dernière partie de 1960 et la première partie de 1961⁶⁹.

67 JFK, POF, Trésor : Mémoire pour le président, *Controls over Capital Movements*, de Douglas Dillon, 27 novembre 1961.

68 NA, RG 56, Roosa : *Talking points on U.S. Balance of Payments for Under-Secretary Roosa*, de P. P. Schaffner (département du Trésor), 15 mai 1961.

69 *Ibid.*

Tableau 12. Taux d'intérêt du dollar (en pourcentage)

	Années			
	1958	1959	1960	12 août 1960
États-Unis	3,8	4,4	4,4	3
Royaume-Uni	-	-	-	5

Sources : Lawrence H. Officer, « What Was the Interest Rate Then? », *Economic History Services* [en ligne : www.eh.net/hmit/interest_rate]; CE, BAC 565/1965 n° 167 et CE, BAC 26/1969 n° 179.

D'après le **tableau 12**, le bénéfice s'élève à 2 % pour les capitaux à court terme et à long terme sur le marché de Londres en 1960. En ce qui concerne les bons du Trésor, leur achat est nettement plus intéressant : la différence entre l'Europe et les États-Unis se situe entre 2 % et 3 % de points. Ces remarques rejoignent les calculs effectués par Maurice Obstfeld. Ce dernier a calculé la différence entre les taux d'intérêt au cours des années 1960, qui se situe à 2 % de points pour le Royaume-Uni et d'un peu plus de 1 % de point pour l'Allemagne⁷⁰.

Ces capitaux volatiles ont surtout privilégié deux pays : la Grande-Bretagne et la Suisse dont la politique est de posséder une part très importante de réserves en or plutôt que des liquidités. C'est pourquoi le secrétaire du Trésor considère qu'il est important que les taux d'intérêt à court terme aux États-Unis restent élevés⁷¹. Les deux explications sur la fuite importante des capitaux à court terme se complètent et présentent un état réel de la situation.

Néanmoins, Kennedy voudrait aller plus loin, en établissant cette fois-ci un contrôle officiel des sorties de capitaux. Douglas Dillon y est fermement opposé.

Comme vous le savez, nous, au sein du Trésor, sommes opposés à toute forme de contrôle de change aux États-Unis ; nous continuons à croire que de tels contrôles seraient contre-productifs à notre balance des paiements. [...] Le Trésor est fermement convaincu que les États-Unis ne peuvent pas, au vu de leur position principale dans le système monétaire mondial, imposer des contrôles directs ou sous-entendus au niveau des sorties des fonds d'investissement dans n'importe quelle condition autre que celle relevant d'une extrême urgence. Nous croyons que ces contrôles, à n'importe quel autre moment, même si une seule allusion est faite officiellement, auraient conduit, avant qu'ils puissent être introduits, à une fuite massive de capitaux et déclencherait une perte d'or l'ébranlement de la confiance [...] ⁷².

⁷⁰ Maurice Obstfeld, « The Adjustment Mechanism », dans Michael Bordo et Barry Eichengreen (dir.), *A Retrospective on the Bretton Woods System*, Chicago, University of Chicago Press, p. 201-268.

⁷¹ JFK, POF, Trésor : 31 août 1961, *op. cit.*

⁷² JFK, POF, Trésor : 27 novembre 1961, *op. cit.*

Le débat est clos.

Cette solution de limiter les mouvements de capitaux n'est pas incongrue pour l'époque. L'économiste Barry Eichengreen signale que, dans le système de Bretton Woods : « [...] les contrôles étaient destinés à se protéger de la menace que posaient les mouvements des capitaux volatiles comme cela s'était passé dans l'entre-deux-guerres⁷³ ». Ces contrôles des capitaux ont été instaurés après-guerre en Europe de l'Ouest pour éviter la déstabilisation des monnaies nationales encore fragiles. Même s'ils ont déjà été assouplis en 1960-1962, ils restent en place jusqu'au milieu des années 1980 pour être définitivement supprimés en 1990. « Dans les années 1960, le marché obligataire international s'était rétabli, et les banques commerciales, qui avaient de plus en plus de représentations à l'étranger, découvrirent le commerce du prêt international⁷⁴ ».

88

Après avoir rejeté les propositions de Kennedy, Dillon insiste sur l'excellente politique monétaire et fiscale mise en place par lui : attirer les investissements étrangers aux États-Unis, rectifier le niveau des taux d'intérêt plus élevés ailleurs qu'aux États-Unis, restaurer l'égalité de traitement de taxes sur les bénéfices engrangés dans les pays développés avec ceux des États-Unis, en supprimant les préférences spéciales pour les investissements en Europe en place depuis le plan Marshall. « Une telle ligne de conduite éviterait le risque d'effrayer le reste du monde avec un large retrait d'or et éviterait d'empêcher le dollar de continuer à servir de monnaie de base au monde libre⁷⁵ ». Cette dernière remarque représente le fondement de la politique monétaire et fiscale du secrétaire du Trésor, Dillon, qui a été approuvée par le président Kennedy. L'un et l'autre ont la même vision en politique extérieure dans le cadre de la guerre froide : assurer un dollar fort à la fois pour défendre le « monde libre » et pour soutenir la compétition économique avec l'URSS.

S'attaquer aux avantages fiscaux dont disposent les capitaux américains privés pour investir à l'extérieur comme les multinationales, et plus particulièrement en Europe de l'Ouest depuis le plan Marshall, est un défi d'ordre politique. Le contexte du déficit de la balance des paiements américaine a fait évoluer la politique économique des gouvernements d'Eisenhower et de Kennedy vers une rectification de ces mesures fiscales accordées aux investissements américains à l'étranger, qui sont pourtant emblématiques de la puissance des États-Unis. C'est alors un rude combat que le département du Trésor soutient fermement sous les deux présidents et qui révèle une continuité en matière de politique fiscale comme en politique monétaire.

73 Barry Eichengreen, *Globalizing Capital. A History of the International Monetary System*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2e ed., 2008, p. 91.

74 Barry Eichengreen, « Le système de Bretton Woods : paradis perdu ? », *Revue d'économie financière*, hors-série : « Bretton Woods : mélanges pour un cinquantenaire », 1994, p. 267.

75 JFK, POF, Trésor : 27 novembre 1961, *op. cit.*

GLOSSAIRE

Bilatéralisme : Accord exclusif entre deux pays. Ce système a longtemps caractérisé les régimes soviétique et nazi ; il a été particulièrement combattu par le département du Trésor des États-Unis en Europe de l'Ouest au lendemain de la guerre. Le risque d'un accord bilatéral est, pour l'un des partenaires, d'être confronté à l'insolvabilité de l'autre. De nos jours, on assiste à une recrudescence d'accords commerciaux bilatéraux en-dehors de l'OMC.

Coopération régionale (caractérisée soit par la zone, soit par l'association, ou encore par l'accord de libre-échange) : Elle est plus libérale que l'intégration régionale (voir ci-dessous). La zone de libre-échange ne s'occupe que de la suppression des barrières douanières et de la libre circulation des marchandises entre les pays membres. Pour cela, elle ne cherche pas à unifier les marchés nationaux en un seul, puisque ces pays membres gardent toute leur souveraineté nationale. Le modèle par excellence est l'Association de libre-échange du Nord de l'Amérique (ALENA).

Coopération internationale : Mode de relations diplomatiques entre les États au sein d'une organisation internationale, qui préserve leur souveraineté et leurs frontières nationales.

Intégration régionale (caractérisée par le Marché commun ou la communauté) : Elle vise à intégrer des marchés nationaux pour en former un seul, dans le cadre institutionnel d'une région. Ce mode atteint une homogénéité tant dans les normes adoptées par les pays membres que dans la cohérence de leurs politiques économiques. Cette intégration régionale, en général économique, est particulièrement caractérisée par la concession d'une partie plus ou moins importante de la souveraineté nationale des pays membres. Le modèle par excellence est l'Union européenne (UE).

Libéralisation : La libéralisation des échanges vise à les favoriser dans le sens d'un accroissement du libéralisme. Cela se traduit par une ouverture des échanges encore plus importante grâce à la baisse des tarifs douaniers et des obstacles invisibles.

Multilatéralisation : Il s'agit d'un concept né pour marquer la fin de la guerre froide et dépasser les antagonismes idéologiques. Il vise à expliciter le concept de mondialisation, très critiqué et vague, et par là même à le remplacer. Il précise en effet que le point de départ est le système multilatéral de 1945 à nos jours et que le mot *fin* n'est pas encore écrit. Il introduit aussi la question de l'interaction entre l'institution, l'État et le marché. Enfin, il induit que le capitalisme est en cours de mutation au cours de cette période, puisqu'il se démarque du capitalisme industriel du XIX^e siècle aux années de la Grande Dépression. Il met aussi en valeur la diffusion dans l'espace de ce système international, en partant des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest, vers l'Asie, le Pacifique, l'Afrique et le monde entier après 1989.

296

Multilatéralisme (aussi appelé « nouvel ordre économique mondial ») : N'étant pas une théorie économique, le multilatéralisme est une doctrine fondée sur un équilibre, ou une moyenne, entre le libéralisme d'Adam Smith et l'interventionnisme de John Keynes. Il a été conçu par Cordell Hull et son équipe après la crise de 1929 et pendant la Seconde Guerre mondiale, au sein du gouvernement américain de Franklin D. Roosevelt. Il a été mis en place à partir de 1945 et s'appuie sur les institutions multilatérales (internationales, comme l'ONU, l'OMC, le FMI, l'OIT..., et régionales, comme l'Union européenne, l'Union africaine, le MERCOSUR, l'ASEAN, etc.). Ces institutions sont définies par des principes moraux : la non-ingérence, la non-discrimination et le respect des droits individuels. Les pays adhérant à ce système international sont liés par l'intérêt mutuel ou la réciprocité, afin de réaliser « l'ordre au-dessus du chaos » sur une base ternaire et égalitaire : la paix et la sécurité, la prospérité et le bien-être.

Régionalisme : Qualifie le mouvement qui cherche à organiser institutionnellement un groupe de pays, afin d'obtenir une certaine autonomie dans la gestion de leur région, que ce soit sur le mode de la coopération ou celui de l'intégration.

Stabilité/stabilisation : Mot-clé du multilatéralisme et objectif de la politique étrangère des États-Unis après-guerre. La stabilité s'obtient par paliers : la stabilité économique mène à la stabilité sociale puis à la stabilité politique.

Unilatéralisme : Il consiste à imposer aux autres pays des règles de jeu qui n'ont pas été négociées au niveau multilatéral (définition proposée par Jean-Marc Siroën, « L'unilatéralisme des États-Unis », *AFRI*, vol. 1, 2000, p. 570-582).

SOURCES

SOURCES MANUSCRITES

Publiques

Archives nationales des États-Unis, College Park (Maryland) :

- RG 40 General records of the Department of Commerce, 1960-1965
 Office of the Secretary, Luther Hodges
 Files of the Under-Secretary of Commerce, Edward Guderman
 Executive Office of the President
 Office of the Secretary, Executive Secretariat
 Office of the Assistant Secretary for Economic Affairs, Richard
 H. Holton
 Office of Business Economics
- RG 56 General records of the Department of the Treasury, 1960-1965
 George Willis Records
 Office of the Secretary, Douglas Dillon's Files
 Dillon/Fowler's Files
 Fowler Records
 Roosa Records
 Nelson Records

Archives de la bibliothèque John Fitzgerald Kennedy, Columbia Point, Boston :

- President's Office Files, Departments and Agencies :
- AID, 1961-1963
 - Bureau of the Budget, 1961-1963
 - Commerce, 1961-1963
 - Council of economic Advisers, 1961-1963
 - Special Representative for Trade Negotiations
 - Tariff Commission
 - Treasury, 1961-1963
- National Security Files
- Regional security Series: Europe

Departments and Agencies: AID, State, Treasury
Subjects: Balance of payments and Gold
Carl Kaysen Series: Balance of Payments, Business, Economic
Policy, Foreign Aid, Trade Policy.
Boards, Committees and Commissions: Council of Economic
Advisors, National Security Council
Theodore C. Sorensen's Papers

Archives de la Commission européenne, Bruxelles :

Commission européenne :

BAC 56/1980

Secrétariat exécutif :

Procès-verbaux de la Commission

Direction générale des Affaires (Relations) extérieures :

BAC 1/1967

BAC 3/1965

BAC 3/1978

BAC 11/1993

BAC 16/1967

Direction générale de l'agriculture :

BAC 12/1968

BAC 12/1972

Direction générale des affaires économiques et financières :

BAC 26/1969

BAC 79/1982

BAC 144/1992

BAC 129/1983

Direction générale du marché intérieur :

BAC 255/1980

Direction générale de la concurrence :

BAC 062/1980

Direction générale des pays et territoires d'outre-mer :

BAC 007/1968

BAC 015/1969

BAC 25/1980

Direction des échanges :

BAC 6-1966

Archives GATT en ligne et ouvertes au public depuis 2006 :

https://www.wto.org/french/docs_f/gattdocs_f.htm

Privées

Archives de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne :

Archives de Robert Marjolin : ARM

SOURCES PUBLIÉES

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1958.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1959.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1960.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1961.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1962.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1963.

GATT, Multilateral Trade, The Uruguay Round, Group of Negotiations on Goods (GATT), Negotiating Group on Tropical Products, *Past Negotiations and Consultations in GATT on Tropical Products*, Note by the Secretariat, 20 février 1987.

GATT, *Le Commerce international en 1957-1958*, Genève, juillet 1959.

GATT, *L'Évolution du commerce international : Rapport d'un groupe d'experts*, Genève, GATT, 1958.

US Department of State, *Havana Charter for an International Trade Organization, Including a Guide to the Study of the Charter*, Washington, 1948.

US Bureau of Census, *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1970*, Washington, 1975.

BIBLIOGRAPHIE

- AARONSON, Susan A., *Trade and American Dream. A Social History of Postwar Trade Policy*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1996.
- ABDULQAWI, Yusuf, *Legal Aspects of Trade Preferences for Developing Countries. A Study in the Influence of Development Needs on the Evolution of International Law*, Leiden, BRILL, 1982.
- AGLIETTA, Michel et MOATTI, Sandra, *Le FMI, De l'ordre monétaire aux désordres monétaires*, Paris, Économica, 2000.
- ANDREWS, Stanley, *Agriculture and the Common Market*, Iowa State University Press, 1973.
- ARROUS, Jean, *Les Théories de la croissance. La pensée économique contemporaine (3)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- ARTAUD, Denise, *La Fin de l'innocence. Les États-Unis de Truman à Reagan*, Armand Colin, Paris, 1985.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, « La libéralisation des échanges intra-européens », in Richard T. GRIFFITHS, *À la découverte de l'OECE*, Paris, OCDE, coll. historique de l'OECE, 1997.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, *Tariffs, Trade and European Integration 1947-1957: From Study Group to Common Market*, New York, St. Martin's Press, 1997.
- AZOULAY, Gérard, *Les Théories du développement, Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, PUR, coll. « Didact Économie », 2002.
- BAIROCH, Paul, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du XVII^e siècle à nos jours*, 3 tomes, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1997.
- BALDWIN, David A., *Economic Statecraft*, Princeton, Princeton University Press, 1985.
- BARJOT, Dominique, *Penser et construire l'Europe (1919-1992)*, Paris, Éditions SEDES, 2007.
- BARJOT, Dominique (dir.), *Catching up with America. Productivity Missions and the Diffusion of American Economic and Technological Influence after the Second World War*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2002.
- BARJOT, Dominique, LESCENT-GILES, Isabelle et FERRIERE LE VAYER, Marc (de) (dir.), *L'Américanisation en Europe au XX^e siècle : Économie, Culture, Politique*, 2 vol., Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest, Université Charles-de-Gaulle-Lille 3, 2002.
- BARJOT, Dominique et RÉVEILLARD, Christophe (dir.), *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité*, Paris, PUPS, 2002.

- BARTENEV, Vladimir, « L'URSS et l'Afrique noire sous Khrouchtchev : la mise à jour des mythes de la coopération », *Outre-mers*, vol. 94, n° 354-355, p. 63-82.
- BASTIDON-GILLES, Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés internationaux*, Paris, Armand Colin, 2010.
- BECKER, William H. et MCCLENAHAN, William M. Jr., *The Market, the State and the Export-Import Bank of the United States, 1934-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- BEFFA, Jean-Louis, *Les Clés de la puissance*, Paris, Éditions du Seuil, 2015.
- BITSCH, Marie-Thérèse et BOSSUAT, Gérard (dir.), *L'Europe unie et l'Afrique. De l'idée d'Eurafrique à la Convention de Lomé I*, Actes du colloque 1^{er} et 2 avril 2004, Bruxelles/Paris/Baden-Baden, Bruylant/LGDJ/Nomos-Verlag, 2005.
- BLANQUE, Pascal, *Grammatica Economica. Lecture de Keynes, Friedman et Hayek*, Paris, Économica, 2012.
- BLED, Jean-Paul, JOUVE, Edmond et RÉVEILLARD, Christophe, *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe*, Paris, PUF, coll. « Major », 2013.
- BLOES, Robert, *Le Plan Fouchet et le problème de l'Europe politique*, Bruges, Collège d'Europe, 1970.
- BOCHET, Bernard, « Les produits primaires. L'Amérique latine et la Communauté Économique Européenne », *Tiers-Monde*, t. 5, n° 19, Amérique Latine – Europe, 1964, p. 403-426.
- BORDO, Michael D., « The Gold Standard, Bretton Woods and Other Monetary Regimes: A Historical Appraisal », *FRB Saint Louis - Review*, 1993, vol. 75, n° 2, p. 123-191.
- BORDO, Michael D., « The Bretton Woods International Monetary System: An Historical Overview », Washington DC, NBER, « Working Paper », n° 4033, 1992, p. 1-148.
- BORDO, Michael D. et EICHENGREEN, Barry, *A Retrospective on the Bretton Woods System*, Chicago, University of Chicago Press, 1993.
- BORDO, Michael, HUMPAGE, Owen F. et SCHWARTZ, Anna J., « Bretton Woods and the Decision to Intervene in the Foreign-Exchange Market, 1957-1962 », Cleveland, Federal Reserve Bank, « Working Paper », n° 06/09, 2006, p. 1-57.
- BORDO, Michael et SCHWARTZ, Anna J., *Strained Relations, US Foreign-Exchange Operations and Monetary Policy in the Twentieth Century*, Chicago, University of Chicago Press, 2015.
- BORDO, Michael, SIMARD, Dominique et WHITE, Eugene, « France and the Bretton Woods International Monetary System: 1960-1968' », in Jaime REIS (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London, MacMillan, 1995, p. 153-180.
- BOSSUAT, Gérard (dir.), *La France, l'Europe et l'aide au développement. Des traités de Rome à nos jours*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013.

- BOUSSART, Jean-Marc et DELORME, Hélène (dir.), *La Régulation des marchés agricoles internationaux. Un enjeu décisif pour le développement*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- BRISSAC-FERAL, Claude, *La Politique américaine d'aide au développement : conflits entre le Président et le Congrès (1947-1979)*, Saint-Denis/Paris, Université de la Réunion/L'Harmattan, 2001.
- BURGIN, Angus, *The Great Depression. Reinventing Free Markets since the Depression*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- BUSSIERE, Éric, « La Banque de France et la réforme du système monétaire international : entre impératifs nationaux et solidarité des banques centrales européennes (1963-1968) », *Histoire, économie et société*, 1999, vol. 18, n° 4, p. 797-814.
- CAIRE, Guy, « L'URSS et l'aide économique au Tiers-Monde », *Tiers-Monde*, tome 1, n°4, 1960, p. 511-537.
- CALLEO, David P., *The Imperious Economy*, London/Cambridge, Harvard University Press, 1982.
- CENCINI, Alvero, *Monetary Theory. National and International*, London and New York, Routledge, 1997.
- CHATRIOT, Alain, LEBLANC, Edgar et LYNCH, Édouard (dir.), *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs*, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », 2012.
- CLAVERT, Frédéric et FEIERTAG, Olivier, « Les banquiers centraux dans la construction européenne : introduction », *Histoire, Économie et Sociétés*, n°4, 2011, p. 3-9.
- CONNELL, Carol M., *Reforming the World Monetary System: Fritz Machlup and the Bellagio Group*, London, Routledge, 2015.
- COOPER, Richard N., « Trade Policy as Foreign Policy », in Robert M. STERN (dir.), *US Trade Policies in a Changing World Economy*, Cambridge, The MIT Press, 1987.
- COPPOLARO, Lucia, *The Making of the World Trading Power. The European Economic Community (EEC) in the GATT Kennedy Round Negotiations (1963-1967)*, Burlington, Ashgate, 2013.
- COTÉ, Charles-Emmanuel, « De Genève à Doha : genèse et évolution du traitement spécial et différencié des pays en développement dans le droit de l'OMC », *McGill Law Journal/Revue de droit de McGill*, vol. 56, n°1, décembre 2010, p. 115-176.
- CULLATHER, Nick, *The Hungry World. America's Cold War Battle against Poverty in Asia*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2010.
- DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis et VAÏSSE, Justin, *La Politique étrangère des États-Unis, Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- DAVID, François, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe*, Paris, PUPS, coll. « Mondes contemporains », 2011.
- DEBLOCK, Christian, « Les États-Unis et l'investissement direct étranger. Une histoire à trois temps », Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, « Notes de synthèse », septembre 2011, p. 1-48.
- DEBLOCK, Christian, « La politique commerciale américaine. Promenade guidée dans le jardin des théories », *Recherches internationales*, n°88, 2010, p. 127-154.

- DEIGHTON, Anne, « La Grande-Bretagne et la Communauté européenne économique (1958-1963) », *Histoire, Économie, Société*, n° 1, 1^{er} trimestre 1994, p. 113-130.
- DRAMÉ, Papa et SAUL, Samir, « Le projet d'Eurafrique en France (1946-1960) : quête de puissance ou atavisme colonial ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 4/2004, n° 216, p. 95-114.
- DU BOIS, Pierre, *Histoire de l'Europe monétaire 1945-2005, Euro qui comme Ulysse...*, Paris/Genève, PUF/Institut de Hautes Études Internationales et du Développement, 2008.
- DUMOULIN, Michel (dir.), *Réseaux économiques et la construction européenne. Economic networks and European Integration*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004.
- EBENSTEIN, Alan, *Friedrich A. Hayek: A Biography*, London, Macmillan, 2014.
- EICHENGREEN, Barry, *Exorbitant Privilege. The Rise and Fall of the Dollar*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
- EICHENGREEN, Barry, *Globalizing Capital, A History of the International Monetary System*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2^e édition, 2008.
- EICHENGREEN, Barry, *Global Imbalances and the Lessons of Bretton Woods*, Cambridge, The MIT Press, coll. « Cairoli lectures » 2007.
- EICHENGREEN, Barry, *From Benign Neglect to Malignant Preoccupation: US Balance-of-Payments Policy in the 1960s*, Washington DC, NBER, « Working Paper », n°7630, mars 2000.
- EICHENGREEN, Barry, « Le système de Bretton Woods : paradis perdu ? », *Revue d'économie financière*, « Hors-série : Mélanges pour un cinquantenaire », 1994, p. 263-276.
- EISENMANN, Pierre-Michel, « L'accord international sur le cacao », *Annuaire français de droit international*, vol. 21, 1975, p. 738-766.
- ETEMAD, Bouda, *L'Héritage ambigu de la colonisation. Économies, populations et sociétés*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2012.
- ETEMAD, Bouda, « L'Europe et le monde colonial. De l'apogée des empires à l'après-décolonisation », *Revue économique*, vol. 51, n°2, 2000, p. 257-268.
- EVANS, John W., *The Kennedy Round in American Trade Policy. The Twilight of the GATT?*, Cambridge, Harvard University Press, 1971.
- FEIERTAG, Olivier, « Central Banks versus Money Markets? A History of French-American Monetary Cooperation (1960-1971) », in Harold JAMES et Juan Carlos MARTINEZ OLIVA, *International Monetary Cooperation across the Atlantic*, Frankfurt, Adelman, 2008, p. 79-90.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Les Banques centrales à l'échelle du monde/Central Banks at World Scale*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2012.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Gouverner une banque centrale. Du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Albin Michel, coll. « Histoire de la Mission historique de la Banque de France », 2010.
- FENNEL, Rosemary, *The Common Agricultural Policy, Continuity and Change*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

- FLANDREAU, Marc, *International Financial History in The Twentieth Century: System and Anarchy* (avec C.L. HOLTFREICH et H. JAMES), Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- FOCSANEANU, Lazar, « La modification des statuts du Fonds monétaire international et la création des droits de tirage spéciaux », *Annuaire français de droit international*, vol. 15, 1969, p. 490-521.
- FRANCIS, Darryl R., « The Balance of Payments, the Dollar, and Gold », St Louis, Federal Reserve Bank of St Louis, 1968.
- FRIEDMAN, Milton et SCHWARTZ, Anna J., *A Monetary History of the United States 1867 to 1960*, Princeton, Princeton University Press, 1971.
- FROOT, Kenneth A., *Foreign Direct Investment*, Chicago, Chicago University Press, 1993.
- GALEAZZI, Floriane, « Quelle place pour le régionalisme monétaire à l'OCDE ? Étude sur la coopération monétaire au sein du WP3 (1970-1987) », *Les cahiers IRICE*, 2012/1, n°9, p. 139-152.
- GAVIN, Francis J., *Gold, Dollars and Power, The Politics of International Monetary Relations, 1958-1971*, Chapel Hill, The University of North Carolina, 2004.
- GEIGER, Till, « Western Defence, Economic Cooperation and the Atlantic Paradox: Multilateralism and Governmentality in the Cold War, 1949-1960 », in Régine PERRON et Guido THIEMEYER (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: New Perspectives in European Integration History*, Neuchâtel, Alphil, 2011, p. 177-198.
- GEIGER, Till, « NATO, Economic Security and European Integration », *Quaderni Forum*, vol. 16, 2002, p. 13-23.
- GERBET, Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie Nationale, coll. « Notre siècle », 1983.
- GILLES-BASTIDON Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés financiers internationaux*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2010.
- GILPIN, Robert, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987.
- GILPIN, Robert, *US Power and the International Multinational Corporation. The Political Economy of Foreign Direct Investment*, New York, Basic Books, 1975.
- GOLDSTEIN, Judith, *Ideas, Interests and American Trade Policy*, Ithaca, Cornell University Press, 1994.
- GOWA, Joanne, *Closing the Gold Window. Domestic Politics and the End of the Bretton Woods*, Ithaca/London, Cornell University Press, 1983.
- GRAZ Jean-Christophe, *La Gouvernance de la mondialisation*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2004.
- GRAZ, Jean-Christophe, *Aux sources de l'OMC. La Charte de La Havane, 1941-1950*, Genève, Librairie Droz, coll. « Publications d'histoire économique et sociale internationale », 1999.

- GRYGOWSKI, Dimitri, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE Peter Lang, coll. « Cité européenne », 2009.
- HATAWAY, Dale E., *Agriculture and the GATT: Rewriting the Rules*, Washington DC, Institute for International Economics, septembre 1987.
- HEFFER, Jean, *Les États-Unis de Truman à Bush*, Armand Colin, Paris, col. « Cursus », 2^e éd. 1992.
- HETZEL, Robert, *The Monetary Policy of the Federal Reserve: A History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- HOFFMANN, Stanley, *Le Dilemme américain: Suprématie ou ordre mondial*, Paris, Économica, 1982.
- HUDEC, E. Robert, *Developing Countries in the GATT Legal System*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- JAMES, Harold, *Making the European Monetary Union*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- JAMES, Harold, *International Cooperation since Bretton Woods*, IMF, Washington DC, 1996.
- KASPI, André, *John F. Kennedy, un président, une famille, un mythe*, Bruxelles, André Versaille Éditeur, 2013.
- KATZ, Bernard S. et VENCILL, Daniel C., *Biographical Dictionary of the United States Secretaries of the Treasury, 1789-1995*, Greenwood Publishing Group, 1996.
- KAUFMAN, Burton I., *Trade and Aid, Eisenhower's Foreign Economic Policy, 1953-1961*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1982.
- KEBABDJIAN, Gérard, *Les Théories de l'économie politique internationale. La pensée économique contemporaine (5)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- KEYNES, John M., « The Policy of Government Storage of Food-Stuffs and Raw Materials », *Economic Journal*, vol. 48, n° 191, septembre 1938, p. 449-460.
- KINDLEBERGER, Charles, *Histoire mondiale de la spéculation financière de 1700 à nos jours, Finance, éthique, confiance*, Paris, Éditions P. A. U., 1994.
- KRUGMAN, Paul, OBSTFELD, Maurice et MELITZ, Marc, *Économie internationale*, Montreuil, Pearson France, 9^e édition 2013.
- KUNZ, Diane B., *The Diplomacy of the Crucial Decade. American Foreign Relations during the 1960s*, New York, Columbia University, 1994.
- L'HUILLIER, Jacques, *Les Organisations internationales de coopération économique et le commerce extérieur des pays en voie de développement*, Genève, Institut universitaire des Hautes études internationales, coll. « Études et travaux », n°9, 1969.
- LACHARRIERE, Guy (de), « Aspects récents du classement d'un pays comme moins développé », *Annuaire français de droit international*, vol. 13, 1967, p. 703-716.
- LARSON, Deborah Welch, *Anatomy of Mistrust. US-Soviet Relations during the Cold War*, Cornell University Press, 2000.

- LATHAM, Michael E., *Modernization as Ideology. American Social Science and "Nation Building" in the Kennedy Era*, Chapel Hill/London, The University of North Carolina Press, 2000.
- LEBOUTTE, René, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Berne, Peter Lang, 2008.
- LECUYER, Christophe, « Hautes technologies et techniques de production aux États-Unis », Patrick FRIDENSON et Pascal GRISET (dir.), *Entreprises de haute technologie, États et souveraineté*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013, p. 317-324.
- LEFFLER, Melvyn P. et PAINTER, David S., *Origins of the Cold War. An International History*, New York/London, Routledge, 2e édition 2005.
- LELART, Michel, *Le Système monétaire international*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1991.
- LELART, Michel, *Le Dollar, monnaie internationale. Le rôle des États-Unis dans la création monétaire internationale*, Paris, Éditions Albatros, 1975.
- LEMESLE, Raymond-Marin, *La Convention de Lomé. Principaux objectifs et exemples d'actions, 1975-1995*, Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie modernes, 1996.
- LENAIN, Patrick, *Le FMI*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 4e édition, 2004.
- LUDLOW, Piers, *Dealing with Great Britain. The Six and the First Application to the ECC*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- MARJOLIN, Robert, *Le Travail d'une vie. Mémoires 1911-1986*, Paris, Robert Laffont, 1986.
- MARSEILLE, Jacques, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 2005.
- Mc COMBIE, J. S. L. et THIRLWALL, A. P., *Economic Growth and the Balance of Payments Constraints*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 1993.
- MELANDRI, Pierre, *La Politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, coll. « L'historien », 1982.
- MELTZER, Allan H., « US Policy in the Bretton Woods Era », *The Homer Jones Lecture, Review*, n°73 (mai-juin), p. 54-83.
- MELTZER, Allan H., *A History of the Federal Reserve*, Chicago, University of Chicago Press, 2003, vol. 1 : 1913-1951, 2010, vol. 2 : 1970-1986.
- MEUNIER, Sophie, *L'Union fait la force, L'Europe dans les négociations commerciales internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Nouveaux Débats », 2005.
- MILWARD, Alan, *The European Rescue of the Nation-State*, London, Routledge, 1992.
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE, *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978), Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27, 28 mai 1999, Tome I*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002.
- MIROWSKI, Philip et PLEHWE, Dieter, *The Road from Mont Pélerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.

- MONNET, Éric, « Une coopération à la française. La France, le dollar et le système de Bretton Woods, 1960-1965 », *Histoire@Politique, Politique, culture, société*, n° 19, janvier-avril 2013, p. 83-100.
- MORAVCSIK, Andrew, « Général de Gaulle between Grain and Grandeur: the Political Economy of French EC, 1958-1970 », *Journal of Cold War Studies*, vol. 2, n° 2, Printemps 2000, p. 3-43.
- MUCCHIELLI, Jean-Louis, *Multinationales et mondialisation*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.
- PACH, Chester J. Jr., « Introduction », Kathryn C. STATLER et Andrew L. JOHNS (dir.), *The Eisenhower Administration, the Third World, and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2006.
- PAQUIN, Stéphane, *Théories de l'économie politique internationale. Cultures scientifiques et hégémonie américaine*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Domaine Économie politique », 2013.
- PASTOR, Robert, *Congress and the Politics of US Foreign Economic Policy, 1929-1976*, Berkeley, University of California Press, 1980.
- PATERSON, Thomas G. (dir.), *Kennedy's Quest for Victory. American Foreign Policy, 1961-1963*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1989.
- PEARCE, Kimber Charles, *Rostow, Kennedy, and the Rhetoric of Foreign Aid*, East Lansing, Michigan University Press, 2001.
- PERRON, Régine, *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2014.
- PERRON, Régine, *The Stability of Europe. The Common Market: Towards European Integration of Industrial and Financial Markets? (1958-1968)*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2004.
- PERRON, Régine, *Le Marché du charbon, un enjeu entre l'Europe et les États-Unis de 1945 à 1958*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.
- PERRON, Régine et THIEMEYER, Guido (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: new perspectives in European integration history*, Neuchâtel, Alphil, 2011.
- PRASHAD, Vijay, *Les Nations obscures. Une histoire populaire du tiers monde*, Montréal, Éditions Écosociété, 2009.
- RAFFINOT, Marc et VENET Baptiste, *La Balance des paiements*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2003.
- RAGHAVAN, Chakravarthi, *Recolonisation: l'avenir du Tiers Monde et les négociations du GATT*, Paris, L'Harmattan, 1991.
- RAINELLI, Michel, *L'OMC*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2011.
- REIS, Jaime (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London/New York, McMillan Press/St. Martin's Press, 1995.
- RESTA, Manlio, « Analyse d'une récession. Essai de diagnostic économique », *Revue économique*, vol. 10, n°2, 1959, p. 201-219.

- ROBSON, Peter, « La Communauté européenne et l'intégration économique régionale dans le Tiers Monde », *Tiers-Monde*, vol. 34, n° 136, 1993, p. 859-879.
- ROTHSCHILD, Robert, *Un Phénix nommé Europe, Mémoires 1945-1955*, Bruxelles, Racine, 1997.
- SCHENK, Catherine, « The Market vs the State: Capital Market Integration in the 1960s », in Régine PERRON, *The Stability of Europe*, Paris, PUPS, 2004, p. 141-157
- SCHLESINGER, Arthur M. Jr., *A Thousand Days. John F. Kennedy in the White House*, New York, Fawcett Premier, 14^e édition, 1992.
- SERFATY, Simon, *La Politique étrangère des États-Unis de Truman à Reagan. Les années difficiles*, Paris, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1986.
- SERVAN-SCHREIBER, Jean-Jacques, *Le Défi américain*, Paris, Denoël, 1967.
- SICARD, Pierre, « Le Kennedy Round, une entreprise ambiguë », *Histoire, économie et société*, n° 1, 2003, p. 59-70.
- SICARD, Pierre, *Histoire économique des États-Unis depuis 1945*, Paris, Nathan, coll. « Histoire 128 », 1995.
- SINGER, Hans W., « La création de la CNUCED et l'évolution de la pensée contemporaine sur le développement », *Tiers-Monde*, vol. 35, n° 139, p. 489-498.
- SMITH, Tony, *America's Mission, The United States and the Worldwide Struggle for Democracy in the Twentieth Century*, Princeton, Princeton University Press, 1994.
- SORENSEN, Theodore C., *Kennedy*, New York, Smithmark, 1965.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- STATLER, Kathryn C. et JONES, Andrew L. (dir), *The Eisenhower Administration, the Third World and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, coll. « The Harvard Cold War Studies Book », 2006.
- STEDMAN, Daniel Jones, *Masters of the Universe. Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2012.
- STEPHANSON, Anders, *Manifest Destiny. American Expansion and the Empire of Right*, New York, Hill and Wang, 1995.
- STEWART, Patrick, *The Best Laid Plans, The Origins of American Multilateralism and the Dawn of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2009.
- STRANGE, Susan, *Rival States, Rival Firms: Competition for World Market Shares*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- STRANGE, Susan, « Truman's Point Four », *Year Book of World Affairs*, 1950, p. 264-288.
- THUAN, Trinh Xuan, *Le Cosmos et le Lotus. Confessions d'un astrophysicien*, Paris, Albin Michel, 2011.
- THUYBAERT, Prosper, *L'Art de la diplomatie multilatérale*, Vander, Bruxelles, 1991.
- TOBIN, James et WEIDENBAUM, Murray (dir.), *Two Revolutions in Economic Policy. The First Economic Reports of Presidents Kennedy and Reagan*, Cambridge/London, The MIT Press, 2^e édition, 1989.

- TONIOLO, Gianni, *Central Bank Cooperation at the Bank of International Settlements, 1930-1973*, New York, Cambridge University Press, 2005.
- TOUSCOZ, Jean, « La coopération internationale et les matières premières exportées par les pays du Tiers Monde : les conditions d'un échange égal », *Tiers-Monde*, vol. 17, n°66, 1976, p. 539-560.
- TOYE, John et TOYE, Richard, *The U. N. and Global Political Economy: Trade, Development Economics*, Bloomington, Indiana University Press, 2^e édition, 2004.
- VALLUIS, Bernard, « Sécurité alimentaire : pour des stocks de réserve », FARM (Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde, reconnue d'utilité publique), *Point de vue n°1*, avril 2013, p. 1-33.
- VAN DER WEE, Herman, *Histoire économique mondiale, 1945-1990*, Louvain-la-Neuve, Academia Duculot, 1990.
- VIDAL, Jean-François, *Les Fluctuations internationales de 1890 à nos jours*, Paris, Économica, 1989.
- WALLACE, Helen, POLLACK, Mark A., YOUNG, Alasdair R., *Policy-Making in the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2015.
- WARLOUZET, Laurent, *Le Choix de la CEE par la France. L'Europe économique en débat de Mendès France à de Gaulle (1955-1969)*, Paris, CHEFF, 2011.
- WERTH, Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev*, Paris, PUF, coll. « QSJ » n°3038, 1995.
- WESTAD, Odd Arne, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WILKINS, Mira, *The History of Foreign Investment in the United States to 1914*, Cambridge, Harvard University Press, 1989.
- WILKINS, Mira, *The Maturing of Multinational Enterprise: American Business Abroad from 1914 to 1970*, Cambridge, Harvard University Press, coll. « Harvard Studies in Business History », n° 27, 1974.
- WOOD, John, *A History of Central Banking in Great Britain and the United States*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WOOLCOCK, Stephen, « European Union Policy towards Free Trade Agreements », Bruxelles, ECIPE, « Working Paper », n°03, 2007, p. 1-15.
- YEAGER, Leland B., *International Monetary Relations*, New York, Harper and Row Publishers, University of Virginia, 1966.
- YOUNG, Alasdair R., « Extending European Cooperation. The adaptation of European Foreign Economic policy; from Rome to Seattle », *Journal of Common Market Studies*, vol. 38, n°1, 2000, p. 93-116.
- ZEILER, Thomas W., *American Trade and Power in the 1960s*, New York, Columbia University Press, 1992.
- ZIMMERMANN, Hubert, *Money and Security: Troops, Monetary Policy, and West Germany's Relations with the United States and Britain, 1950-1971*, New York, Cambridge University Press, 2004.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

Ackley, Gardner 284.
 Anderson, Robert B. 38, 58, 59, 67, 68, 120.
 Ansiaux, Hubert 139.

B

Baird, Julian 38.
 Ball, George 48, 92, 100, 131, 148, 175, 219, 221, 226, 227, 233.
 Bauer, Peter 290.
 Beyen, Johan Willem 168.
 Blessing, Karl 130.
 Bobba, François 120, 121, 154.
 Brentano, Heinrich von 100
 Bridge, Roy 66.
 Brunner, Karl 290.
 Bush, George W. Jr. 46.

C

Campos, Roberto 200.
 Castro, Fidel 57, 215, 270
 Churchill, Winston 54.
 Connally, John 147.
 Cromer (Lord) 164.

D

Dillon, Douglas 31, 49-51, 57, 70, 81, 87, 111, 119, 120, 127, 132, 138, 144, 147, 152, 153, 173, 185, 222, 226, 268, 271, 280, 284, 285, 288.
 Dowling, Walter C. 101.

E

Eisenhower, Dwight D. *passim*.
 Erhard, Ludwig 130, 238, 245.
 Etsel, Franz 130.

F

Freeman, Orville L. 53, 226.
 Friedman, Milton 112, 283, 285, 286, 287, 289
 Furtado, Celso 201.

G

Galbraith, John K. 52, 53, 269, 284.
 Gaulle, Charles de 132, 147, 157, 158, 160, 164, 170, 184, 185, 232, 234-239.
 Getz-Wold, Knut 183.
 Giscard d'Estaing, Valéry 132, 146, 149.
 Goldwater, Barry 287, 288.
 Grewe, Wilhelm 130.
 Guderman, Edward 112, 289.
 Guindey, Guillaume 63.

H

Haberler, Gottfried 197, 200-204, 206-209, 211, 214, 215, 228, 229, 243, 244, 250, 289, 290.
 Hallstein, Walter 91, 108, 210, 222.
 Hansen, Alvin H. 37.
 Hayek, Friedrich A. von 284.
 Hayes, Alfred 43, 68.
 Heckscher, Eli 201.
 Heller, Walter W. 51, 53-55, 98, 99, 138-141, 146, 148, 174, 176, 177, 284.

Hicks, John R. 37.

Hijzen, Theodorus 246.

Ho Chi-Minh 215.

Hodges, Luther H. 79, 95, 104, 134.

Hoffman, Paul 168.

J

Jacobson, Per 142, 143.

Johnson, Lyndon B. 274.

K

Kaysen, Carl 160.

Kennedy, John F. *passim*.

Keynes, John Maynard 53-55, 112, 119, 140, 148, 149, 174, 177, 182, 201, 207, 256.

Khrouchtchev, Nikita 13, 20, 44-48, 57, 103, 107, 108, 285.

Killingworth, Charles 174.

Kristensen, Thorkil 158.

L

Lacharrière, Guy de 196, 253.

Lal, Deepak 290.

Lumumba, Patrice 102.

M

MacArthur, Douglas 220, 234.

MacMillan, Harold 219.

Marjolin, Robert 24, 124, 127, 150-152, 154-157, 160, 164, 167, 168, 172, 239, 246.

Maudling, Reginald 150, 153, 154.

McChesney Martin, William 51, 147, 157.

Meade, James 201.

Monnet, Jean 135, 155-157, 159, 235.

Myrdal, Gunnar 174.

N

Nathan, Robert R. 174.

Nixon, Richard 14, 51, 59, 62, 129, 147, 287, 289

O

Ohlin, Bertil 201.

Okun, Arthur 284.

P

Parsons, Maurice 156.

Patinkin (Don) 37.

Petersen, Howard 231.

Pompidou, Georges 132.

Porter, Paul R. 103.

Prebisch, Raúl 203, 204, 254, 256, 265, 282, 290, 291.

Posthuma, Suardus 150, 151, 153, 154.

Preti, Luigi 245.

R

Reagan, Ronald 287-289, 291.

Reuss, Henry S. 57.

Ricardo, David 200.

Rockefeller, Nelson 75.

Roosa, Robert V. 51, 58, 129, 130, 143, 147, 148, 151, 153, 162, 164.

Roosevelt, Franklin D. 21, 46, 55, 56, 174, 296.

Rostow, Walt 24, 47, 237, 242, 265, 266, 282, 290.

Royer, Jean 217.

Rueff, Jacques 159.

Rusk, Dean 103, 219.

S

Samuelson, Paul A. 38, 201.

Schlesinger, Arthur M. Jr. 145-147, 149, 173, 185.

Schweitzer, Pierre-Paul 161.

Sharp, Mitchell 262.

Singer, Paul 256, 290, 291.

Smith, Adam 174, 296.

Solow, Robert 112, 284.

Southard, Frank A. Jr. 67.
Spaak, Paul-Henri 171, 219, 234, 235.
Steed, Tom 93.
Sukarno, Achmed 102.

T _____
Tinbergen, Jan 200, 201.
Tobin, James 112, 145-148, 283, 284.
Triffin, Robert 119, 120, 125, 126, 128, 133,
134, 138, 140, 146, 148, 150, 151, 157, 164.
Truman, Harry 97, 98, 190.
Tuthill, John Wills 174, 245.

V _____
Van der Lee, Jacob Jan 210.
Van Lennep, Emile 151.
Viaud, Maurice 253.

W _____
Weidenbaum, Murray 283.
Willis, George H. 31, 42, 49, 61, 66, 100, 129.
Wilson, Woodrow 21.
Wyndham White, Eric (Sir) 193.

INDEX DES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES
(INTERNATIONALES ET RÉGIONALES)
ET DES INSTITUTIONS NATIONALES

A _____

- Accord monétaire européen (AME) 125, 156, 158, 161.
Agence internationale de développement (AID) (EU) 9, 12, 75, 253, 259, 261, 272, 273.
Association européenne de libre-échange (AELE) 92, 219, 231, 252.

B _____

- Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) 9, 293.
Banque d'Angleterre 66, 67, 164.
Banque d'Italie 71.
Banque de Belgique 139.
Banque de développement interaméricaine 105.
Banque de France 66, 68, 119, 132, 145, 185.
Banque de Norvège 183.
Banque des règlements internationaux (BIS) 9, 63, 117, 139, 279, 286.
Banque Export-Import (EU) 105, 274.
Banque fédérale de réserve (Réserve fédérale) (EU) 51, 53, 183, 286.
Banque fédérale de réserve de New York 42, 68, 82, 147, 158.
Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD) 9, 12, 19, 100, 105, 153, 251.

Banque mondiale 12, 32, 52, 55, 100, 197, 204, 294.

BRICS 293.

Bureau du Budget (EU) 43, 44, 102, 104, 165, 179, 191, 272.

C _____

- Comité d'action de Jean Monnet 155, 159.
Comité de l'agriculture (OMC) 199.
Comité de la politique économique (OCDE) 162, 170.
Comité des gouverneurs des Banques centrales des pays membres (CEE) 143, 152, 153.
Comité des négociations tarifaires (GATT) 230.
Comité du cabinet sur la balance des paiements (EU) 273.
Comité monétaire (CEE) 126, 127, 137, 150, 151, 159, 160.
Commission européenne (CEE) 9, 24, 91, 92, 108, 118, 120, 125-127, 135, 143, 150-155, 159, 164, 171, 172, 178, 185, 197, 210, 237, 239, 245, 246, 252, 254, 263, 269, 270.
Commission économique pour l'Afrique (ONU) 213.
Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) (ONU) 9, 283.

- Commonwealth 34, 97, 171, 194, 195, 205, 211, 213, 220, 221, 233-235, 238, 239, 246, 247.
- Communauté économique européenne (CEE) 9, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 23, 32, 34, 48, 49, 79, 91-93, 95-97, 108, 113, 118-122, 123-129, 132, 134, 135, 137, 138, 142, 145, 150-154, 156-160, 162, 164-167, 169, 171-173, 177, 180, 182, 184, 190, 193, 194, 198, 200, 203, 205-213, 217-223, 226-233, 235-239, 241, 244, 246, 247, 249-252, 254, 255, 263, 265, 275-277, 282.
- Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) 9, 12, 161, 167, 168, 220, 237.
- Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) 9, 12, 23, 197, 200, 203, 207, 242, 249-257, 265, 276, 277, 282.
- Conseil des ministres (OCDE) 175.
- Conseil des ministres des Finances (CEE) 126, 159.
- Council of Economic Advisers (CEA) (EU) 9, 51, 53, 54, 99, 112, 128, 138, 140, 141, 144-149, 151, 161, 164, 176, 269, 272, 283.
- Council on Foreign Economic Policy (EU) 105.
- D** _____
- Département d'Etat (EU) 48, 75, 92, 100, 105, 156, 161, 170, 175, 212, 214, 219-224, 226-228, 232, 236, 241, 242, 257, 259, 272.
- Département de l'Agriculture (EU) 96, 274.
- Département du Commerce (EU) 20, 78, 79, 81, 82, 95, 103, 134, 175, 220, 221, 225, 257-259, 261, 266.
- Département du Travail (EU) 213-215, 259.
- Département du Trésor (EU) 30, 32, 38, 41, 42, 49-51, 61, 62, 64, 65, 67, 69-72, 77-79, 81, 83, 85-88, 91-95, 98-100, 105, 112, 119, 120, 122, 123, 125-127, 129-132, 134, 138, 140, 141, 143-145, 147-149, 152, 156-158, 160-164, 176, 183, 185, 222, 227, 228, 261, 266, 268-274, 280, 283, 285, 286, 288, 289, 295.
- Development Assistance Group (DAG) 9, 32, 100, 101, 276, 277, 282.
- Development Loan Fund (DLF) 9, 32, 105, 106.
- Direction générale de l'économie et des finances de la Commission européenne DG II (CEE) 24, 120, 121, 123-126, 128, 133-135, 138, 142, 171.
- Direction générale des Affaires générales (étrangères) de la Commission européenne DG I (CEE) 24.
- E** _____
- États africains et malgache associés (EAMA) 9, 194, 205, 208, 240, 241, 252.
- European Cooperation Administration (ECA) 9, 168.
- F** _____
- Fonds de développement pour les pays européens sous-développés (OCDE) 157.
- Fonds européen de développement (FED) (CEE) 9, 190, 276, 277, 282.
- Fonds européen de réserve (CEE) 135, 155.
- Fonds monétaire international (FMI) 9, 12, 17, 19, 20, 23, 27, 52, 58, 63-65, 68, 69, 72, 77, 105, 113, 117, 119, 120, 125-127, 129, 135, 137-145, 147, 149-151, 153-161, 163, 164, 169, 173, 184, 185, 197, 202, 204, 207, 208, 251, 257, 275-280, 288, 290, 291, 293, 296.
- Food and Agriculture Organization (FAO) 9, 12, 190, 251, 263, 276, 277.
- G** _____
- General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) 9, 12, 17, 19, 23, 32, 48, 58, 91, 92, 96, 113, 120, 145, 167, 168, 189-191, 193, 194-199, 200-202, 206-209, 213-219, 223, 224, 226, 227-229, 231, 232, 237-240, 243, 244-247, 249, 251, 252, 254-256, 261, 264-266, 275-277, 279, 280, 282, 289-291.
- Groupe des Dix (G10) (FMI) 20, 117, 142, 145, 160, 163, 164, 184, 277, 279.

I _____

International Cooperation Administration (ICA) (EU) 9, 775, 76, 105, 196.

International Development Association (IDA) 9, 32, 100, 105.

M _____

Marché commun (CEE) 79, 92, 93, 96, 143, 151, 152, 157, 160, 166, 168, 170, 172, 194, 208, 211, 217-223, 232, 234, 243, 235-238, 245, 251, 295.

N _____

National Advisory Council (EU) 44.

National Security Council (EU) 105, 235.

O _____

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) 9, 12, 17, 23, 35, 52, 58, 100, 101, 111, 113, 117, 118, 140, 141, 151, 154, 155, 157, 158, 161-166, 169-185, 193, 244, 252, 260, 274-277, 279, 280, 281, 288, 289.

Organisation des Nations Unies (ONU) 9, 12, 17, 19, 23, 34, 35, 58, 102, 103, 113, 145, 190, 196, 207, 213, 245, 247, 249, 250, 252, 253, 262, 275-277, 281, 283, 292, 296.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) 9, 12, 17, 35, 50, 58, 89, 101, 102, 145, 170, 171, 220, 234-236, 239, 270, 275-277.

Organisation européenne de coopération économique (OECE) 9, 12, 32, 52, 165, 166-170.

Organisation internationale du commerce (OIC) 9, 19, 255, 256.

Organisation mondiale du commerce (OMC) 9, 195-197, 199, 200, 209, 229, 231, 251, 253, 292, 293, 295, 296.

P _____

Pays et territoires d'outre-mer (PTOM) 9, 13, 194, 205, 208-210, 221.

Programme alimentaire mondial (PAM) 9, 190, 276, 277.

U _____

Union de l'Europe occidentale (UEO) 9, 238.

Union européenne (UE) 9, 12, 13, 292, 295, 296.

Union européenne de réserve (UER) 9, 156-158.

Union européenne des paiements (UEP) 9, 156, 157, 161.

W _____

Working Party-3 (WP-3) (OCDE) 117, 151, 155, 162, 171.

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage se situe dans le prolongement de celui intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, paru aux PUPS en 2014.

Je voudrais ici renouveler l'expression de ma reconnaissance à Dominique Barjot, garant de l'habilitation de recherches. Et remercier aussi le laboratoire CICC (devenu AGORA) de l'université de Cergy-Pontoise ainsi que le Conseil scientifique, pour m'avoir octroyé un congé de recherches. Ce congé m'a permis de commencer la rédaction de cet ouvrage.

Ici, je souhaite remercier le jury de la soutenance de l'habilitation à diriger les recherches, pour ses remarques et pour le fructueux débat, Dominique Barjot, Bouda Etemad, Olivier Forcade, Michel Margairaz, René Leboutte et Samir Saul. Et tout particulièrement Olivier Forcade, responsable des Presses de l'Université Paris-Sorbonne, pour avoir proposé de publier ce manuscrit dans le sillage du premier tome sur l'histoire du multilatéralisme. Je voudrais aussi remercier spécialement Samir Saul pour m'avoir invitée au département d'Histoire de l'université de Montréal de janvier à juin 2018.

Ce travail, je dois le reconnaître, s'est identifié à une véritable ascension de l'Everest...

LISTE DES GRAPHIQUES, SCHÉMAS ET TABLEAUX

GRAPHIQUES

Graphique 1. Les réserves d'or et les obligations extérieures des États-Unis de 1951 à 1976 (en milliards de dollars)	36
Graphique 2. Les prix de l'or nominal et réel de 1934 à 1973 (en dollars, à 35 dollars l'once d'or depuis 1934)	39
Graphique 3. Les réserves d'or américaines de 1951 à 1976 (en millions de dollars) ..	60
Graphique 4. Évolution des prix des produits primaires (ou tropicaux) de 1960 à 1965 (en centimes de dollars la livre, c/lb)	243

SCHÉMAS

Schéma 1. Modèle du multilatéralisme (de 1945 à nos jours)	12
Schéma 2. Nouvelle organisation multilatérale liée au déficit de la balance des paiements américaine (1958-1963)	276

TABLEAUX

Tableau 1. Le modèle d'études pour une histoire multilatérale	18
Tableau 2. Aspects de la balance des paiements américaine selon la directive d'Eisenhower du 17 novembre 1960 (en milliards de dollars)	34
Tableau 3. Taux d'inflation annuel aux États-Unis	37
Tableau 4. Production d'or des États-Unis et du monde (non compris l'URSS) (en millions de dollars, à 35 dollars l'once d'or)	39
Tableau 5. Le déficit de la balance des paiements des États-Unis et les réserves d'or (en millions de dollars)	60
Tableau 6. Solde commercial (Exportations en biens et services - Importations en biens et services), sorties de capitaux privés et publics et sorties d'or des États-Unis (en milliards de dollars)	62
Tableau 7. Ventes d'or des États-Unis aux pays européens (en millions de dollars)	65
Tableau 8. Récapitulatif du prix de l'or sur le marché à Londres d'octobre 1960 à février 1961	68

Tableau 9. Retours des investissements et sorties de capitaux, de 1956 à 1960 (en millions de dollars)	77
Tableau 10. Les investissements directs (ID) des entreprises des États-Unis de 1950 à 1959 sur la base de 1948 (en millions de dollars)	83
Tableau 11. Les bénéfices non-distribués des investissements directs des compagnies américaines à l'extérieur par zone géographique et par industrie pour l'année 1959 (en millions de dollars).....	84
Tableau 12. Taux d'intérêt du dollar (en pourcentage)	87
Tableau 13. Exportations et importations des biens et services des États-Unis (en millions de dollars)	90
Tableau 14. Évolution des taux d'escompte en 1960 et rendement des bons du Trésor (octobre 1960)	123
Tableau 15. Réserves d'or et dettes à court terme des États-Unis (situation en fin de période) (en milliards de dollars)	133
Tableau 16. Taux de croissance du Produit national brut (PNB) par an et par habitant de 1950 à 1960 (en pourcentage).....	181
Tableau 17. Exportations par produit en provenance de l'ensemble des pays en voie de développement vers la CEE, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'URSS de 1958 à 1960 (en valeur 1000 dollars).....	198
Tableau 18. Les fluctuations des prix des produits de base (1953 =100)	204
Tableau 19. Les droits de douane d'importation les plus élevés en 1957.....	205
Tableau 20. « Liste comprenant les produits pour lesquels il est proposé que le niveau au TEC soit réduit de 50% » en 1961	211
Tableau 21. Exportations et importations (totales et par produit) des États-Unis vers et en provenance de l'Europe de l'Ouest de 1960 à 1962 d'après le département du Commerce des États-Unis en 1961 (en millions de dollars)	225
Tableau 22. Balances commerciales comparées des échanges des pays en voie de développement (PVD) de 1953 à 1963 (en millions de dollars)	240
Tableau 23. La dette des pays en développement et l'aide économique occidentale de 1956 à 1961 (en millions de dollars).....	241
Tableau 24. La balance des paiements américaine de 1960 à 1963 (y compris novembre et décembre).....	268

TABLE DES MATIÈRES

Liste des abréviations.....	9
-----------------------------	---

INTRODUCTION

Une histoire du multilatéralisme	11
Le prisme de la balance des paiements américaine.....	11
Une méthodologie adaptée à l'histoire du multilatéralisme.....	17
Les trois partenaires du « monde libre » multilatéral : les enjeux du multilatéralisme	22

PREMIÈRE PARTIE

LES ÉTATS-UNIS ET LE DÉFICIT DE LEUR BALANCE DES PAIEMENTS : UN DANGER ? (1958-1961)

CHAPITRE I

Résoudre ou non le déficit de la balance des paiements américaine ?	29
La dramatisation du déficit	29
Les causes du déficit présentées par Eisenhower	29
Le difficile partage du fardeau avec les pays alliés.....	31
Le bilan présenté par Eisenhower	33
Le choix d'une « discipline monétaire ».....	40
Un « équilibre raisonnable de la balance des paiements »	41
Restaurer la confiance des marchés financiers.....	41
Réorganiser la politique économique extérieure des États-Unis.....	43
Les dernières mesures transmises à Kennedy	49
Restaurer la confiance dans le dollar : l'objectif repris par Kennedy	50
Le discours rassurant sur l'état de la nation du 30 janvier 1961.....	50
Le discours sur la balance des paiements du 6 février 1961	51
Le dilemme de la balance des paiements	52
Le choix de l'équilibre budgétaire	56

CHAPITRE II

De l'or et des dollars	59
Le dollar en danger	59
L'équilibre entre les réserves d'or et le solde commercial.....	59
Dévaluer ou non le dollar ?	63
Le combat contre le marché de l'or à Londres.....	66

Le retour du problème des sorties d'or en été 1961	70
Les sorties de capitaux américains : un problème délicat	73
La remise en cause des faveurs fiscales sous Eisenhower	74
La suppression des faveurs fiscaux : un succès pour Kennedy?	80
La question des bénéficiaires non rapatriés au pays	82

CHAPITRE III

Miser sur la relance des exportations et le partage des dépenses publiques extérieures

La solution des exportations	89
Utiliser le GATT : l'objectif d'Eisenhower	91
Les importations du pétrole américain	93
La réponse de Kennedy avec l' <i>Export Expansion</i> et le <i>Trade Expansion Act</i>	95
La solution de partage de l'aide au développement	97
Encourager les prêts à long terme bilatéraux des pays européens	98
Le discours sur l'aide étrangère de Kennedy le 22 mars 1961	102
Comparaison avec l'aide étrangère soviétique	106

324

DEUXIÈME PARTIE

L'EUROPE DE L'OUEST ET LE « DÉFICIT IMPÉRIEUX » DE LA BALANCE DES PAIEMENTS AMÉRICAINE (1961-1963)

CHAPITRE IV

Impliquer la Communauté économique européenne	119
La prudence de la Commission européenne	120
Les propositions de la Direction générale des Affaires économiques et financières de la CEE	120
Les réponses des ministres des Finances des Six et du Comité monétaire de la CEE	126
Le point de vue de la CEE sur le discours de Kennedy du 6 février 1961	127
Les « expédients à court terme »	129
La réévaluation du deutschemark (mars 1961)	129
Le remboursement anticipé des dettes aux États-Unis (1962)	131
Les inquiétudes de la Communauté économique européenne (1962-1963)	132
La persistance du déficit américain	133
La solvabilité des États-Unis en question	134

CHAPITRE V

Resserrer la coopération transatlantique au sein du Fonds monétaire international	137
Le fonds monétaire international doit-il être réformé?	137
L'éventuel recours des États-Unis au FMI	138
Augmenter les ressources du FMI en 1961	139
La réunion du FMI à Vienne en septembre 1961	141
L'internationalisation du déficit américain en 1962	144

La position réformiste du Council of Economic Advisers	145
L'offensive du département du Trésor	147
Une réforme du système monétaire international prévue en 1965 ?	149
La réunion du Fonds monétaire international le 17 septembre 1962.....	153
Coopérer avec une Europe monétaire, l'OCDE ou le FMI?.....	155
L'adhésion des États-Unis à un Fonds de réserve européen ?.....	155
Le projet d'une Europe monétaire.....	159
L'entrée en jeu du Working Party-3 de l'OCDE.....	162

CHAPITRE VI

Relancer la croissance économique dans le cadre de l'OCDE	165
Créer l'OCDE face à la CEE?.....	165
Les enjeux passés de l'OECE de 1948 à 1960.....	167
La Communauté atlantique face au plan Fouchet.....	170
Le danger de la dissolution de la CEE dans l'OCDE.....	171
Une autre vision de la prospérité.....	173
« La croissance économique soutenue » fixée à 50 %.....	173
La compétition économique du « bloc sino-soviétique »	179
Prendre en compte le déficit de la balance des paiements américaine.....	182

TROISIÈME PARTIE

LA SOLUTION MULTILATÉRALE AU DÉFICIT AMÉRICAIN : LE COMMERCE MONDIAL AVEC L'EUROPE DE L'OUEST ET LE TIERS MONDE (1961-1963)

CHAPITRE VII

La relance des exportations dans le cadre du GATT : les limites du Dillon Round (septembre 1960-juillet 1962)	193
Les difficiles négociations entre la CEE et les pays en développement (octobre 1960 - mai 1961).....	193
Le statut des pays en développement au GATT	195
Le rapport décisif d'Haberler de 1958	197
La première phase du Dillon Round (octobre 1960-mai 1961)	208
Les protestations des pays en développement	209
Les négociations entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis (1961).....	217
L'offre de baisse linéaire des Six	217
Les difficultés des États-Unis face aux déceptions des Six et de la Grande-Bretagne.....	218
La Grande-Bretagne et la CEE dans une même institution régionale économique?.....	219
Les compromis sur certains produits industriels et agricoles.....	221
Poursuivre ou interrompre les négociations?.....	225
La IX ^e réunion du GATT (novembre-décembre 1961).....	228

CHAPITRE VIII

Équilibrer les relations grâce au futur Kennedy Round (1962-1963).....	231
Quelques éléments sur le <i>Trade Expansion Act</i>	231
Négocier les produits agricoles entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest	233
Les produits agricoles tempérés et l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE	233
La Politique agricole commune et les compromis pour le Kennedy Round	237
Le partage du fardeau : garder les pays du Tiers Monde dans le GATT (1962-1963)	239
Le problème des recettes tirées des exportations.....	239
Une réduction de 50 % des droits de douane?.....	244

CHAPITRE IX

Les mesures commerciales hors du GATT (1962-1963)	249
La conférence des Nations unies pour le développement et le commerce (1962-1963) : un contrepois au GATT?	249
Les origines du projet.....	249
Les stratégies des États-Unis et de la CEE	251
La version définitive de la Conférence	253
Les accords mondiaux sur les produits tropicaux :	
une « solution politique » des États-Unis	255
La Charte de La Havane de 1948	255
Un moyen de relancer les exportations américaines.....	256
Deux exemples d'accords mondiaux : le café et le cacao	262
La réunion du GATT en mai 1963.....	264

CONCLUSION

Un nouveau « monde libre » multilatéral.....	267
Le bilan de la balance des paiements américaine à la fin de la présidence de John F. Kennedy.....	267
Le schéma du système multilatéral construit autour du déficit américain depuis 1960.....	275
La politique économique extérieure des États-Unis à travers le système multilatéral ou une nouvelle diplomatie économique et multilatérale	278
L'ère du multilatéralisme jusqu'à nos jours.....	292
Glossaire.....	295
Sources.....	297
Bibliographie	301
Index des noms de personnes	311
Index des organisations multilatérales (internationales et régionales) et des institutions nationales	315
Remerciements.....	319
Liste des graphiques, schémas et tableaux.....	321